



**Marché Global Sectoriel portant Réhabilitation des
bâtiments 503 et reconstruction du bâtiment 332 du
Centre Hospitalier Le Vinatier**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Pièce n°2

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES	6
1.1. OBJET DU MARCHÉ	6
1.2. MISSIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHÉ DE CONCEPTION REALISATION	6
1.3. PERSONNES CONCERNÉES PAR L'OPÉRATION	7
1.3.1. Maîtrise d'ouvrage	7
1.3.2. Titulaire Assistant technique à maitrise d'ouvrage	7
1.3.3. Coordonnateur sécurité et protection de la santé (CSPS)	7
1.3.4. Contrôleur technique (CT)	8
1.4. NIVEAUX DE GESTION ET DE DECISIONS	9
1.5. ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE	10
1.6. ANTICIPATION DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES	11
1.7. DIRECTION D'EXÉCUTION	11
1.8. CONDUITE DES PRESTATIONS	12
1.9. PILOTAGE DES PRESTATIONS	12
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	13
2.1. PIECES PARTICULIERES	13
2.2. PIECES GENERALES	14
3. DELAIS D'EXÉCUTION	15
3.1. DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION – DELAI D'EXAMEN ET D'APPROBATION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	15
3.2. CALENDRIER DES ETUDES ET DES TRAVAUX	16
3.3. GESTION DES DÉLAIS	17
3.4. INTEMPERIES	18
4. PENALITES	18
4.1. Généralités	18
4.2. Pénalités pour retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents	19
4.3. Pénalités pour retard dans l'établissement des devis pour travaux supplémentaires ou modificatifs	19
4.4. Pénalités en fin de travaux	20
4.5. Retenues intermédiaires et pénalités définitives	20
4.6. Respect des Consignes de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets – Lutte contre le travail dissimulé	20
4.7. Retard et absence aux réunions auxquelles le groupement est convoqué	20
4.8. Absence à l'état des lieux avant travaux et après travaux	20
4.9. Nuisances	21
4.10. Retard dans le nettoyage	21
4.11. Transmission des contrats de sous-traitance au pouvoir adjudicateur	21
4.12. Production des documents visés aux articles D.8222-5 et 7 du Code du travail....	21
4.13. Dégradations constatées sur ouvrages existants ou réalisés dans le cadre des travaux	22

4.14.	PENALITE POUR NON-REMPLACEMENT EN CAS D'INSUFFISANCE OU INDISPONIBILITE.....	22
4.15.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER, ENLEVEMENT DES DECHETS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	22
4.16.	PENALITE POUR LEVEES DE RESERVES	22
4.17.	Pénalité pour non-respect des surfaces	22
4.19.	Pénalité pour non-respect des performances	23
4.20.	Pénalités sur les prestations d'entretien maintenance.....	23
4.21.	Pénalités en cas de manquement aux engagements relatifs à la part d'exécution confiée à des P.M.E et à des artisans	24
5.	SUIVI MENSUEL	24
6.	ETAPE N°1 : CONCEPTION	25
6.1.	PRESTATION n° 1.1 - DOSSIER DE DEMANDE DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	26
6.2.	PRESTATIONS n° 1.2 – ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF	26
6.3.	PRESTATIONS n° 1.3 – ETUDES DE PROJET (PRO).....	27
6.4.	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)	28
6.5.	REUNIONS D'ETUDES	29
7.	ETAPE N°2 : REALISATION DES TRAVAUX - AUTRES DOCUMENTS D'ETUDES ..	29
7.1.	PRESTATION n° 2.1 - ETUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHÈSE	29
7.2.	PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	30
7.3.	PRESTATION n° 2.3 - DEMARRAGE DES TRAVAUX.....	31
7.4.	AUTRES DOCUMENTS D'ÉTUDES.....	31
7.5.	MODALITES DE REMISE ET D'EXAMEN DE CES DOCUMENTS	31
7.6.	REUNIONS PENDANT L'ETAPE 2	31
7.6.1.	Réunions de conception réalisation.....	31
7.6.2.	Réunions de chantier	32
7.6.3.	Autres réunions	32
7.7.	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	32
8.	ETAPE 3 – ENTRETIEN MAINTENANCE.....	33
8.1.	Maintenance courante	33
9.	OBSERVATIONS SUR LES ETUDES	33
9.1.	PRESENTATION DES DOCUMENTS.....	33
9.2.	NOMBRE D'EXEMPLAIRES.....	34
9.3.	OBSERVATIONS SUR LES DOCUMENTS	34
9.4.	EN CAS DE REJET DU PRO ET DE NON OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES.....	34
10.	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	35
10.1.	PIQUETAGE GÉNÉRAL	35
10.2.	PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS	35
11.	ORGANISATION DU CHANTIER, SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ	35
11.1.	GENERALITES.....	35

11.2.	INSTALLATIONS DE CHANTIER	35
11.2.1.	Locaux mis à disposition du maître d'ouvrage.....	36
11.2.2.	Locaux pour le personnel.....	36
11.3.	HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER.....	36
11.3.1.	Propreté du chantier	36
11.3.2.	Signalisation du chantier.....	37
11.3.3.	Nuisances liées au chantier.....	37
11.3.4.	Sécurité du chantier	37
11.4.	HORAIRES DE TRAVAIL	37
12.	PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	38
12.1.	PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	38
12.2.	CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS - ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS	38
12.2.1.	Vérifications sur chantier	38
12.2.2.	Vérifications en usine	39
12.2.3.	Échantillons	39
12.2.4.	Ouvrages et Locaux témoins	40
12.2.5.	Commandes de matériels - Matériaux - Fournitures	40
13.	RECEPTION DES TRAVAUX	40
13.1.	DEFINITION	40
13.2.	DEMANDE DE RÉCEPTION.....	41
13.3.	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION	41
13.4.	PROPOSITION AU MAÎTRE D'OUVRAGE	41
13.5.	DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE	41
13.6.	MISE A DISPOSTION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	42
13.7.	RECEPTIONS PARTIELLES	42
13.8.	REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN DE TRAVAUX	42
13.9.	ÉVACUATION DU CHANTIER.....	42
13.10.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE).....	43
13.11.	DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (DIUO).....	43
13.12.	DOSSIER DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS (DME)	43
14.	PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	44
14.1.	CONTENU DES PRIX	44
14.1.1.	Caractère des prix.....	44
14.1.2.	Contenu des prix	44
14.1.3.	Dépenses d'investissement.....	44
14.1.4.	Dépenses de fonctionnement.....	46
14.1.5.	Travaux en régie	47
14.1.6.	Travaux supplémentaires et travaux supprimés	47
14.2.	REGLEMENTS DES COMPTES	47
14.2.1.	Projets de décomptes et règlement des comptes	47
14.2.2.	Forme dans les prix.....	49

15. SOUS-TRAITANCE	54
15.1. REGIME GENERAL.....	54
15.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT	55
16. CESSION OU NANTISSEMENT	55
17. RETENUE DE GARANTIE et sureté	56
17.1. Stipulations communes.....	56
17.2. retenue de garantie.....	56
17.3. Garantie pour l'exécution des Prestations de Maintenance.....	56
17.4. Avance forfaitaire	56
17.4.1. Avance et Conditions de versement et de remboursement.....	56
17.4.2. Garanties financières de l'avance	57
18. GARANTIES	57
18.1. DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT.....	57
18.2. GARANTIE MINIMALE DE BON FONCTIONNEMENT	58
19. ASSURANCES – RESPONSABILITES	58
19.1. GÉNÉRALITÉS	58
19.2. ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE	58
19.3. ASSURANCES DU TITULAIRE.....	58
19.3.1. Généralités.....	58
19.3.2. Assurance de Responsabilités Civile Générale.....	59
19.3.3. Assurance de Responsabilité décennale et des risques annexes.....	60
19.3.4. Assurance des équipements	61
19.3.5. Assurance des approvisionnements.....	61
19.3.6. Assurance de la base de vie	61
20. PROCEDURE CONTENTIEUSE – ARBITRAGE	61
21. RESILIATION DU MARCHE	62
22. Clauses de réexamen	62
22.1. Généralités.....	63
22.2. Marché de prestations similaires.....	63
23. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	63
23.1. Dispositions particulières relatives à la maquette BIM – droits de propriété intellectuelle et droits de toutes autres natures relatifs aux résultats - responsabilité.....	64
24. DEROGATION AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES.....	65



OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un Marché global comprenant la Conception, la Construction, l'Aménagement, l'Entretien et la Maintenance pour sur la Réhabilitation des bâtiments 503 et reconstruction du bâtiment 332 du Centre Hospitalier Le Vinatier, en application de l'article L. 2171-5 du Code de la commande publique.

Le projet comprend deux volets :

- Réhabilitation et Aménagement partiel de travaux du bâtiment 503 (environ 1500 m2 SDO)
- Démolition de l'actuel bâtiment 332 et reconstruction (1100 m2 SDO)

Des prestations d'entretien et de maintenance sont prévues dans le cadre du marché pour le bâtiment neuf. Ces prestations seront prévues pour une durée de deux ans.

Les caractéristiques des ouvrages et services sont précisées dans le programme.

Le titulaire doit avoir conscience qu'il intervient dans un site hospitalier en activité, avec une prise en charge spécifique. Aussi, le titulaire devra accorder une extrême vigilance aux mesures de sécurité et de gardiennage de son chantier.

1.2. MISSIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE DU MARCHE DE CONCEPTION REALISATION

Les missions du Titulaire sont :

❖ Etape n°1 : études

- Prestation n° 1.0 : mise à jour de l'APS
- Prestation n° 1.1 : dossier de demande d'autorisations administratives (permis de construire)
- Prestation n° 1.2 : APD
- Prestation n° 1.3 : projet (PRO)
- Prestation n°1.4 : CSSI

❖ Etape n°2 : réalisation des travaux

- Prestation n° 2.1 : études d'exécution et de synthèse
- Prestation n° 2.2 : coordination et pilotage des travaux
- Prestation n° 2.3 : travaux
- Prestation n° 2.4 : opérations de réception

❖ Etape n°3 : entretien maintenance

Ces missions sont à la charge du Titulaire et sont incluses dans le montant de son marché.

Le Titulaire assume également pendant toute l'opération la fonction de coordinateur des systèmes de sécurité incendie au sens de la NF S 61-932.

1.3. PERSONNES CONCERNÉES PAR L'OPÉRATION

1.3.1. MAITRISE D'OUVRAGE

Le Centre Hospitalier Le Vinatier est le Maître d'Ouvrage de l'opération.

1.3.2. TITULAIRE ASSISTANT TECHNIQUE A MAITRISE D'OUVRAGE

Pour cette opération, le Maître d'Ouvrage est assisté par son Assistant technique et économique. Cet assistant peut mettre en œuvre toutes les dispositions offertes au Maître d'Ouvrage au titre du marché.

En aucun cas, les prérogatives du Maître d'Ouvrage assisté par son Assistant Technique ne pourront être considérées comme une immixtion dans la mission de Titulaire.

1.3.3. COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

Le Maître d'Ouvrage a confié une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé de 1^{ère} catégorie.

Le coordonnateur (CSPS) exercera sa mission conformément aux termes du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au Titulaire du présent marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, ci-après le « coordonnateur SPS ».

Le Titulaire est tenu de visiter le site et les bâtiments avant tout travaux et de rédiger un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS.

Il communique directement au coordonnateur SPS :

- **le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) qui doit être remis au plus tard avec le dossier PRO ;**
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 15 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur SPS ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

De plus, le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance, les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et s'oblige à tenir à la disposition du coordonnateur SPS lesdits contrats.

Le Titulaire est tenu d'informer le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions liées à la conception des ouvrages ;
- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le Titulaire prendra l'initiative d'inviter le coordonnateur de sécurité et de protection de la santé aux réunions spécifiques de conception :

- liées aux interventions ultérieures sur l'ouvrage (objectif de facilitation) ;
- liées aux phases de coactivité du chantier (objectif d'harmonisation des interventions).

Il doit donner suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Une réunion hebdomadaire est organisée entre le coordonnateur SPS et les Entreprises en activité sur le chantier.

En cas de danger grave menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement etc.) le coordonnateur SPS peut prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier jusqu'à ce que toutes les mesures s'imposant soient prises.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et le Titulaire est soumis au Maître d'Ouvrage.

Le Titulaire prendra toutes les dispositions vis-à-vis de ses cotraitants (« concepteur » ou « Maître d'œuvre » dans les documents du coordonnateur SPS) et sous-traitants pour respecter les exigences du Plan Général de Coordination de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) et tout document et remarques produits par le coordonnateur SPS.

1.3.4. CONTROLEUR TECHNIQUE (CT)

Le Maître d'Ouvrage a confié une mission de contrôle technique au sens du décret n° 99-443 du 28 mai 1999 ayant valeur de CCTG pour le domaine d'intervention suivant :

- Totalité des ouvrages, VRD et équipements faisant l'objet des études et des travaux.

Les missions confiées au contrôleur technique sont les suivantes :

- L, solidité des ouvrages
- S, sécurité des personnes
- PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme + attestations

- TH, thermique, + attestation en fin de travaux
- PH, acoustique + attestation en fin de travaux
- HAND, accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
+ Établissement en fin de travaux de l'attestation de conformité prévue à l'article L.111-7-4 du CCH
- P1, solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
- AV : solidité des avoisinants
- LE : solidité des existants

La mission du contrôleur technique porte sur :

- le contrôle de la conception,
- le contrôle des documents d'exécution,
- le contrôle sur le chantier,
- les vérifications finales,
- l'année de garantie de parfait achèvement.

Le contrôleur technique produira notamment les documents suivants :

- Avis sur documents remis au cours de la phase conception,
- Rapport initial de contrôle technique (RICT) en fin de conception sur la base du PRO,
- Avis sur documents d'exécution,
- Avis sur documents remis en cours de travaux, y compris sur la qualité des matériaux
- Rapport final de contrôle technique (RFCT) comprenant l'attestation de solidité, l'attestation de vérification avant mise en service des installations électriques, l'attestation « handicapés » prévue à l'article L.111-7-4 du Code de la construction et de l'habitation,
- Avis suite à intervention en phase de garantie de parfait achèvement,

Ces contrôles seront effectués conformément aux prescriptions définies par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et à ses décrets d'application concernant la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction.

1.4. NIVEAUX DE GESTION ET DE DECISIONS

Trois niveaux de gestion et de décisions sont identifiés pour piloter le projet et gérer le marché de CCAEM.

	Participants	Fréquence	Objectifs
--	--------------	-----------	-----------

Niveau 1 : cellule de Maîtrise d’Ouvrage	Le Maître d’Ouvrage (MO) et ses assistants hors Titulaire du présent contrat.	1 réunion par mois	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser les difficultés • Vérification des engagements de délais et coûts • Vérification de la qualité de l’ouvrage construit
Niveau 2 : réunion de conception, réalisation	Le MO et ses assistants et le Titulaire du présent contrat.	<p>En étape de conception, a minima :</p> <p>2 réunions par mois en phase APD et PRO</p> <p>En étape de réalisation : au moins 1 fois par mois</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Interface fonctionnelle et technique avec les bâtiments existants • Gestion de toutes les difficultés liées au présent marché : respect du programme, de l’offre contractuelle et du projet
Niveau 3 : réunion de chantier	Le MO et ses assistants ainsi que le Titulaire du présent contrat.	Hebdomadaire	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des difficultés quotidiennes

A minima, une fois par mois en phase chantier, le MO et ses assistants feront une visite de chantier.

1.5. ETAT ET CONNAISSANCE DU SITE

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur le site de l'importance et de la nature des travaux à effectuer et de toutes les difficultés d'exécution liées au site existant, aux bâtiments avoisinants maintenus en activité, à la nature du sous-sol (géotechnique, pollution, archéologique) aux contraintes d'accès, aux équipements et installations existants.

Toutes les études complémentaires nécessaires à la conception réalisation des ouvrages et équipements sont à la charge du Titulaire.

Il est rappelé que le Titulaire ne saurait se prévaloir postérieurement à la remise de son offre d'une connaissance insuffisante du site d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, nature du sous-sol, et notamment la prise en compte de l'impact des ouvrages existants et fonctionnant sur le site.

Concernant tous les autres éléments liés aux sites (par exemple : risque géotechnique, pollution, risque archéologique, etc...), les renseignements donnés dans les pièces qui lui sont fournies ne constituent que des éléments d'information qu'il appartiendra au Titulaire de compléter sous sa responsabilité (notamment en ce qui concerne les études géotechniques, les levés topographiques, les conditions de stabilité, etc.).

Autrement dit, le Titulaire assume la totalité du risque lié à la nature du sous-sol (géotechnique, pollution), sur l'ensemble de l'emprise, quels que soient les résultats des études ultérieures.

1.6. ANTICIPATION DES EVOLUTIONS LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

Le Titulaire prend en compte dans le cadre de l'exécution du présent marché les évolutions liées à un changement de législation ou de réglementation impactant son ouvrage jusqu'à la date d'obtention du Permis de construire purgé de tout recours.

Après cette date, le Titulaire a pour obligation d'informer immédiatement le Maître d'Ouvrage de tout changement réglementaire pouvant entraîner une non-conformité de l'ouvrage aux textes applicables, sans toutefois que le dit changement puisse engendrer automatiquement un surcoût dans le forfait du marché.

1.7. DIRECTION D'EXÉCUTION

Le Titulaire du marché a la responsabilité de concevoir, diriger, coordonner et réaliser les travaux conformément au programme et à l'offre contractuelle.

Le Titulaire du présent marché doit la constitution d'une cellule de visa interne au groupement, avec l'intervention d'une personne physique désignée nommée « **Directeur d'exécution** », qui a la responsabilité de donner le visa au sens de l'article D. 2171-12 du Code de la commande publique sur tous les documents d'exécution et plans de synthèse. Ce Directeur d'exécution, personne physique, est désigné à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Il est chargé pendant toute la durée du marché du « suivi des études d'exécution et de synthèse ».

Il sera l'interlocuteur privilégié du Maître d'Ouvrage assisté par son Assistant Technique (ATMO), du CT, du CSPS.

Il est responsable de la cellule de synthèse. A ce titre, tous les documents (plans d'exécution, plans d'implantation des équipements et des terminaux, plans de synthèse, notes de calcul...) seront assortis d'un « Visa DIREX » (Visa du Directeur d'Exécution).

Le Directeur d'exécution s'assurera que ces documents :

- respectent en permanence les éléments donnés au programme ;
- respectent les dispositions du présent marché et sont conformes au projet établi par le Titulaire,
- n'appellent pas d'observations particulières du CSPS.

Le Directeur d'Exécution devra informer le Maître d'Ouvrage de toutes propositions de modification du projet. Il gère les Fiches de Travaux Modificatifs.

Ces documents sont ensuite transmis au CT, à l'ATMO et au Maître d'Ouvrage qui s'assurent que les documents sont conformes au présent marché et ne comportent ni erreurs ni omissions, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art.

La mission de suivi du Maître d'Ouvrage n'est pas la mission VISA des articles R. 2431-15 et D. 2171-12 du Code de la commande publique, ni l'approbation ni le visa des articles 29.1.3 et 29.1.5 du CCAG travaux.

Par ailleurs, le Titulaire du marché désignera une personne physique chargée du « contrôle des travaux et des prestations d'entretien maintenance » dans l'acte d'engagement. Cette personne peut être le DIREX visé ci-dessus. A ce titre elle assurera :

- l'organisation et la direction des réunions de chantier internes au groupement au minimum hebdomadaire, la rédaction et la diffusion des comptes rendus ;
- la participation aux réunions de conception réalisation avec le MO, son assistant, le CT et le CSPS ;
- le contrôle des décomptes mensuels et l'information régulière du Maître d'Ouvrage de l'état d'avancement des travaux, des prévisions de travaux et de dépenses ;
- Le contrôle et le suivi des prestations d'entretien maintenance.

Il aura l'autorité nécessaire dans le domaine de sécurité vis-à-vis de l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants et pour faire exécuter les injonctions du CSPS.

1.8. CONDUITE DES PRESTATIONS

Il est expressément convenu que les personnes nommément désignées à l'article 6 de l'acte d'engagement participeront personnellement à l'exécution des prestations objets de ce marché, sans préjudice de la participation d'autres personnes.

En cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander le remplacement des personnes nommément désignées. Le Titulaire a 15 jours calendaires pour présenter un remplaçant sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 4 du présent CCAP par jour de non-remplacement au-delà de 15 jours calendaires.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le Maître d'Ouvrage ne le récusé pas dans un délai de 15 jours.

En cas d'indisponibilité d'une des personnes nommément désignées à l'article 6 de l'acte d'engagement pendant une période continue supérieure à 15 jours calendaires, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit :

- soit d'appliquer une pénalité définie à l'article 4 du présent CCAP par jour de non-remplacement au-delà de 15 jours,
- soit d'accepter son remplacement par une autre personne présentée par le Titulaire ; dans ce cas, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de quinze jours pour accepter ou refuser le remplaçant présenté.

1.9. PILOTAGE DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service (OS) sont établis, datés, signés et notifiés par le maître de l'ouvrage, ou le cas échéant son conseil technique, et concernent notamment toute mesure d'exécution du marché.

Compte tenu de la globalité, de la complexité et des particularités attachées au processus, le maître de l'ouvrage a mis en place une équipe pluridisciplinaire apte :

- À assurer un suivi renforcé de l'exécution de l'ensemble des prestations fournies au titre du marché global,
- À participer à la réception et à la mise en service de l'équipement réalisé.

Par dérogation à l'article 13.6 du CCAG-Travaux, le titulaire doit se conformer aux ordres de service même si ces derniers ne font pas l'objet de valorisation financière. Cela signifie au cas d'espèce que la prestation visée dans le dit ordre de service est une prestation due au titre du marché.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre d'importance décroissante :

2.1. PIECES PARTICULIERES

- Pièce n° 1 : Acte d'Engagement, complété et signé par un représentant habilité du mandataire du groupement, dont annexe « Liste des Pièces contractuelles »
 - Pièces 1.1 : les actes spéciaux de sous-traitance pour les prestations que le candidat envisage de sous-traiter et qu'il présente à l'agrément et à l'acceptation du Maître d'Ouvrage (formulaire DC4)
 - Pièce 1.2 : mise au point (OUV11) le cas échéant, avec les sujets administratifs au niveau de l'acte d'engagement, et les compléments de réponses fonctionnelles ou techniques au niveau de l'offre du groupement
- Pièce n° 2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes
- Pièce n°3 : Contenu des Etudes
- Pièce n° 4 : Programme
- Pièce N°5 : Dossier de site
- Pièce N°6 : PGCSPS
- Pièce n°7 : Offre du groupement

Le détail des pièces est renseigné en annexe 1.1 de l'acte d'engagement. L'ordre de hiérarchie décroissante est maintenu selon l'ordre de déclinaison des pièces de cette annexe.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

A l'intérieur d'un même document, les spécifications particulières priment sur les dispositions générales.

Il est rappelé que les plans fournis par le CH Le Vinatier (bâtiments et réseaux) restent des plans indicatifs :

- ils n'affranchissent pas le Titulaire d'effectuer ses propres visites, vérifications, relevés et sondages.
- Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une indication manquante sur un plan pour remettre en cause son offre

Sur l'ensemble des plans fournis ou des études requises, le Groupement est réputé disposer de tous les éléments nécessaires au dimensionnement de son projet au moment de la remise de son offre. Pour ce faire, le groupement a intégré que la procédure de consultation lui a permis de faire réaliser s'il le juge utile les éventuelles études complémentaires à ses frais et dans le délai imparti pour la préparation de l'offre.

2.2. PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, défini à l'article 1 de l'Acte d'Engagement :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG travaux) dans sa version issue de l'arrêté du 31 mars 2021 et modifié par l'arrêté du 08 octobre 2021 ;
- En l'absence de normes européennes (EUROCODE,...), les normes françaises homologuées;
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- Les documents de la Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail (CARSAT), de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie (C.R.A.M.), de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (C.N.A.M.) et de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (I.N.R.S.) ;
- L'ensemble des textes relatifs à la santé et au secteur médico-social et notamment le document sécurité dans les établissements sociaux et médico-sociaux – réglementation applicable ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- La réglementation relative à l'accès du bâtiment aux handicapés physiques ;
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie ;
- Le Répertoire des Eléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F.B.) ;
- Les avis techniques favorables des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux faisant l'objet de tels avis ;
- Les DTA (Documents Techniques d'Application)
- Et plus généralement, les documents constituant les règles de l'Art.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, seront prises en considération et seront donc applicables les dispositions correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.



3. DELAIS D'EXÉCUTION

3.1. DÉLAI GLOBAL D'EXÉCUTION – DELAI D'EXAMEN ET D'APPROBATION PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le délai global proposé par le Titulaire est le délai sur lequel il s'est engagé pour l'exécution complète et entière de son marché.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG Travaux, le délai court à compter de la date de notification du marché.

Le délai global d'exécution du marché comprend également les délais incompressibles suivants :

- le délai d'examen et d'approbation de l'APS mis à jour, l'APD et du PRO par le MO, l'ATMO, le CT et le CSPS fixé à 16 semaines (4 semaines PC + 8 semaines en APD + 4 semaines en PRO en hypothèse). Il est entendu que le délai de 16 semaines est un crédit de temps d'analyse pour la Maîtrise d'Ouvrage sur l'ensemble du temps d'analyse de l'APD et du PRO. Par exemple, si la Maîtrise d'Ouvrage met 4 semaines en PC et 6 semaines pour valider l'APD, son temps d'analyse au PRO pourra être de 6 semaines pour respecter les délais d'exécution du Titulaire.
- les délais d'obtention des autorisations administratives, la période de préparation des travaux
- les délais d'examen des études d'exécution et de synthèse par le MO, le CT sont fixés à 4 semaines, **le titulaire devra anticiper la consultation des sous-traitants, la présentation des dossiers correspondants au MO et CSPS, et la durée pour réaliser les études d'exécution.**
- les arrêts de chantier décidés par le Coordonnateur S.P.S en cas de faute du Titulaire ou de ses sous-traitants.
- le repliement du matériel, le nettoyage et la remise en état éventuelle des lieux
- la finalisation de l'ensemble des travaux
- l'organisation et le passage de la commission de sécurité

En cas de rejet des documents d'études, le Maître d'Ouvrage, l'ATMO et le CT disposent, pour donner leur avis après présentation par le Titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus. Ces délais supplémentaires devront s'intégrer dans le délai global qui ne sera pas modifié.

Le point de départ des délais des prestations est formalisé de la façon suivante :

Etape	Prestation		Démarrage
N°1	Prestation n° 1.0	Mise à jour de l'APS	Notification du marché
	Prestation n° 1.1	Dossiers de demandes d'autorisations administratives	Notification du marché
	Prestation n° 1.2	APD	Dès l'ordre de service
	Prestation n° 1.3	Projet	Dès l'ordre de service du démarrage du PRO

	Prestation n° 1.4	CSSI	Dès la notification du marché
Point d'arrêt pour examen du Projet			
N°2	Prestation n° 2.1	Études d'exécution et de synthèse	Dès l'ordre de service d'approbation du projet
	Prestation n° 2.2	Coordination et pilotage des travaux	Dès l'ordre de service de commencer la période de préparation des travaux
	Prestation n° 2.3	Travaux	Ordre de service de démarrage des travaux
	Prestation n° 2.4	Assistance aux opérations de réception	Date fixée par le MO sur demande du Titulaire
N°3	Prestation n° 3.1	Entretien Maintenance	Dès la réception des ouvrages

3.2. CALENDRIER DES ETUDES ET DES TRAVAUX

Le Titulaire présentera deux calendriers distincts, en déclinaison du planning contractuel de réalisation de l'opération (pièce 1.1) :

- Un calendrier des Études
- Un calendrier des Travaux

Chaque calendrier fera apparaître les temps relatifs aux opérations pour le bâtiment 503 et ceux relatifs au bâtiment 332.

Cela ne remet absolument en cause l'engagement global du titulaire sur le délai études et travaux.

En cas d'avance sur les études, un OS travaux sera émis par anticipation, et le gain en études sera acquis à la maîtrise d'ouvrage.

Ce calendrier est une déclinaison plus précise du calendrier contractuel, il ne pourra pas faire apparaître des délais différents des engagements pris dans l'acte d'engagement. Quoiqu'il en soit, les délais inscrits dans l'Acte d'Engagement prime sur les éventuels écarts avec le calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier d'exécution doit tenir compte des périodes d'arrêt du titulaire et tous leurs fournisseurs pour congés et ces périodes d'arrêt ne pourront pas être un motif de prorogation du délai.

En outre, il est rappelé que le titulaire est totalement responsable des délais d'études et de travaux indiqués dans l'acte d'engagement qui sont les engagements prioritaires, et les méthodes chantier et le phasage sont une conséquence et non une résultante des engagements pris. Autrement dit, dans le cadre du respect des engagements pris, le titulaire devra adapter en tant que de besoin ses méthodes ou phasage pour respecter les engagements de délais inscrits dans l'acte d'engagement ou les délais inhérents aux réceptions partielles. Les modifications de phasage, les renforcements d'équipe et de

moyens matériels, les ajustements sur les amplitudes horaires (travail en 2 x 8, travail en soirée, travail le week-end) ne pourront pas être des justifications à des demandes indemnitaires pour respecter les engagements de délais indiqués dans l'acte d'engagement.

Ces calendriers feront apparaître les délais partiels au sens de l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG Travaux pour la réalisation des prestations objets du marché (en études et en travaux) dont notamment les délais suivants :

- Délai de l'APD
- Délai du PRO
- Délai d'élaboration des plans d'exécution, incluant l'approbation progressive de ces documents
- Période de préparation de chantier
- Dévoisement de réseaux
- Démarrage des travaux
- Interventions des entreprises de travaux par corps d'état, intégrant notamment le délai d'élaboration de la chambre témoin
- Phases importantes du déroulement des travaux (préparation de chantier, démarrage des fondations, mise hors d'eau, mise hors d'air, démarrage des travaux de finitions, ...)
- Période des opérations préalables à la réception conduites par le Maître d'Ouvrage
- Date d'achèvement des travaux
- Période d'organisation pour le passage de la commission de sécurité

Ces calendriers feront apparaître l'intervention du Maître d'Ouvrage, son assistant, du CT, CSPS.

Ces calendriers détaillés seront remis au plus tard 15 jours calendaires après la notification du marché. Il est rappelé que ces calendriers ne pourront pas être différents de l'engagement de délai prévu à l'acte d'engagement, quand bien même ces calendriers seraient approuvés par le Maître d'Ouvrage par ordre de service.

3.3. GESTION DES DÉLAIS

La prolongation du délai global d'exécution du marché s'effectue dans les conditions définies à l'article 18.2 du CCAG Travaux.

Le Titulaire devra faire connaître, par écrit, au Maître d'Ouvrage, au plus tard dans un délai de 15 jours francs, tout fait de nature à modifier les dates prévues aux divers calendriers.

Par dérogation au 3^{ème} alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux dans le cas d'intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avérant de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, s'il est reconnu qu'il s'agit de difficultés imprévisibles ou d'un cas de force majeure, le Titulaire pourra proposer au MO, dans un délai de 8 jours calendaires, un nouveau projet de calendrier, faute de quoi, l'ancien calendrier conservera toute sa valeur.

La grève n'est pas considérée comme difficulté imprévisible ni force majeure.

Pendant la durée du chantier, les jours d'arrêt effectifs devront être consignés chaque semaine sur le compte-rendu de chantier, et seuls les arrêts acceptés par le Maître d'Ouvrage seront pris en compte pour proroger éventuellement le délai global d'exécution du marché.

Les travaux modificatifs ne peuvent en principe donner lieu à une prolongation de délais, sauf accord exprès du Maître d'Ouvrage notifié par ordre de service. En conséquence, le Titulaire est tenu d'utiliser les moyens et équipes supplémentaires indispensables pour que le délai global d'exécution du marché soit respecté. Ces moyens et équipes supplémentaires sont compris dans le prix du marché.

Tout sinistre se produisant sur le chantier n'est pas considéré comme cas de force majeure pour modifier le délai global d'exécution du marché. Si une entreprise est responsable d'un sinistre, le Titulaire aura à sa charge les conséquences financières directes ou indirectes que subirait le Maître d'Ouvrage suite à ce sinistre.

3.4. INTEMPERIES

Le délai global d'exécution du marché pourra être prolongé pour cause d'intempéries, au-delà du forfait compris dans ce délai global dans les conditions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux.

Pour permettre la constatation des journées d'intempéries pouvant donner lieu à prolongation du délai d'exécution, le Titulaire doit transmettre au MO les relevés météorologiques de la station météorologique la plus pertinente par rapport à la localisation du chantier. Le nombre de journées d'intempéries prévisible est de 30 jours calendaires d'ores et déjà inclus dans le délai global d'exécution.

Les conditions d'intempéries sont :

Intempéries de froid pour maçonnerie : Température inférieure ou égale à -5°C à 8 heures du matin

Intempéries de pluie : Précipitations supérieures à 10 mm d'eau entre 6 heures et 18 heures

Intempéries de neige : Neige supérieure à 10 cm

Pour les grues : Vitesse du vent > 60 km/h en moyenne entre 6h et 18h

Sauf pour l'utilisation de la grue, les intempéries de froid ne peuvent être plus invoquées après la mise hors d'eau du bâtiment. Les intempéries de pluie et de neige ne peuvent plus être invoquées après la mise hors d'air du bâtiment.

Toute justification d'arrêt de chantier pour intempéries en dehors des cas susmentionnés pourra être regardée par la maîtrise d'ouvrage sur justificatif, sans qu'elle ne soit dans l'obligation d'accepter la prorogation de délais.

4. PENALITES

4.1. GENERALITES

Toutes pénalités ou retenues sont encourues sur simple constatation par le Maître d'Ouvrage, son assistant ou du CSPS du retard par rapport notamment :

- aux défauts de nettoyage des espaces du chantier durant son exécution,
- aux délais d'exécution y compris délais d'exécution partiel ;
- aux dates d'exécution, notifiées par Ordre de Service et relatives à des tâches ponctuelles d'études ou d'exécution ;
- aux dates fixées pour le nettoyage et la remise en état du chantier ;
- aux dates et heures de rendez-vous auxquels l'entreprise est tenue d'assister selon les dispositions du présent document ;
- aux dates fixées pour la remise de documents ;
- aux manquements relatifs à l'application des règles de sécurité et/ou enlèvement des protections collectives.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG Travaux.

Ces pénalités ne sont pas libératoires, et peuvent engendrer d'autres indemnités pour compenser le préjudice subi par la Maîtrise d'Ouvrage.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du Titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA.

En complément à l'article 19 du CCAG Travaux, et en cas de retard, le Titulaire encourt les pénalités détaillées ci-après.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'inviter le titulaire à présenter ses observations, et ce dernier peut le cas échéant présenter librement ses observations sous 15 jours à l'acheteur à compter de la décision de mise en œuvre des pénalités (par OS, décision, ou intégration à un acompte ou règlement définitif,...) sous peine de forclusion à contester les pénalités dans le décompte général.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, les pénalités visées au présent article sont libératoires et plafonnées à 15% du montant HT des prestations de conception-réalisation, hors pénalités liées aux performances, au travail dissimulé ou encore celles portant sur l'engagement de part confié aux PME/Artisans qui ne sont ni plafonnées ni libératoires, et peuvent engendrer d'autres indemnités pour compenser le préjudice subi par la maîtrise d'ouvrage.

4.2. PENALITES POUR RETARD DANS L'ETABLISSEMENT, LA PRESENTATION ET LA CORRECTION DES DOCUMENTS

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des documents prévues définis dans le calendrier des études ou des travaux visé ci-dessus, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour de retard calendaire et par document est fixé à 200 €.

4.3. PENALITES POUR RETARD DANS L'ETABLISSEMENT DES DEVIS POUR TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIFS

En cas de dépassement du délai imparti au Titulaire pour présenter un devis suite à une demande du Maître d'Ouvrage, notifiée suivant les dispositions du présent document, le montant de la pénalité est fixé à 100 € par jour de retard calendaire.

4.4. PENALITES EN FIN DE TRAVAUX

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux et du délai partiel d'exécution propre à chacun des prestations par corps d'état techniques, par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le montant de la pénalité journalière est fixé à 1000 euros par jour calendaire de retard les 15 premiers jours, et 2 000 euros par jour calendaire à partir du 16^{ème} jour de retard.

4.5. RETENUES INTERMEDIAIRES ET PENALITES DEFINITIVES

En complément de l'article 19 du CCAG Travaux, des retenues intermédiaires pourront être appliquées en cas de retard dans l'exécution des tâches critiques figurant au calendrier détaillé d'exécution ou de tâches devenues critiques, sur simple constatation par le Maître d'Ouvrage, ces tâches étant considérées comme des délais d'exécution partiels.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, le montant de la pénalité journalière est fixé à 500 euros par jour de retard calendaire.

Cette constatation est consignée dans le procès-verbal de chantier.

Ces retenues sont transformées en pénalités définitives, avec les montants indiqués au 4.4, si le Titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution.

Pour la présentation des échantillons, la chambre témoin, le Titulaire encourt la même pénalité journalière sus visée par jour de retard calendaire, étant précisé que sur ce point la pénalité sera définitive.

4.6. RESPECT DES CONSIGNES DE SURETE – SECURITE – HYGIENE – GESTION DES DECHETS – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Tout manquement ou infraction aux dispositions décrites au PGCSPS, au présent CCAP et au CCAG Travaux entraînera l'application d'une pénalité de 200 € par manquement et/ou par jour de retard calendaire constaté par le CSPS ou le pouvoir adjudicateur.

Cette pénalité sera fixée à 500 € par manquement à la procédure de déclaration des « permis de feu », elle s'appliquera pour chaque point où l'infraction sera constatée qu'il s'agisse ou non d'une même entreprise.

4.7. RETARD ET ABSENCE AUX REUNIONS AUXQUELLES LE GROUPEMENT EST CONVOQUE

En cas d'absence aux réunions, aux opérations préalables à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le Maître d'Ouvrage, l'ATMO, le CT ou le CSPS, une pénalité de 100 euros sera appliquée à tout Entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout Entrepreneur ou sous-traitant représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

4.8. ABSENCE A L'ETAT DES LIEUX AVANT TRAVAUX ET APRES TRAVAUX

L'absence à un état des lieux entraînera l'application d'une pénalité de 500 €.

4.9. NUISANCES

Dans le cas de nuisances liées au chantier (bruit, poussière, livraisons intempestives en dehors des créneaux de livraisons, non-respect de l'aire de stationnement et de l'organisation de chantier, non-respect du PGC), le maître d'ouvrage peut appliquer une pénalité de 200 € par infraction constatée.

4.10. RETARD DANS LE NETTOYAGE

En cas de retard dans le nettoyage des espaces, constaté par le Maître d'Ouvrage, l'ATMO ou le CSPS, le Titulaire subira une pénalité de 1000 € par jour de retard calendaire sur le délai imposé par le Maître d'Ouvrage pour remédier à cette défaillance.

En complément de ces dispositions, à compter des trois derniers mois d'exécution des travaux, les dispositions suivantes seront appliquées :

Si l'entreprise ayant fait l'objet d'un constat de carence de nettoyage ne remédie pas à cette situation dans un délai d'une semaine, par dérogation aux articles 31.4.4 et 52.1 du CCAG Travaux, il sera fait appel, sans préavis ni mise en demeure, à une entreprise extérieure spécialisée dans le nettoyage, pour assurer la prestation aux frais et risques du Titulaire. La somme correspondante fera l'objet d'une retenue sur le marché ; le montant en sera notifié par ordre de service à cette entreprise.

Les pénalités indiquées ci-dessus seront en outre appliquées jusqu'à la réalisation effective du nettoyage.

4.11. TRANSMISSION DES CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE AU POUVOIR ADJUDICATEUR

Conformément à l'article L. 2193-7 du Code de la commande publique, le Titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance au représentant du pouvoir adjudicateur lorsque celui-ci en fait la demande.

Le délai de communication du ou des contrats de sous-traitance par le Titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur est fixé à 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande (en lettre recommandée avec accusé de réception) par le Titulaire.

Si le Titulaire n'a pas transmis dans les 15 jours susmentionnés, le sous-traitant ne sera pas autorisé à intervenir à la date prévue. Le Titulaire assume les conséquences financières et en termes de délais de cette non-déclaration de sous-traitants.

4.12. PRODUCTION DES DOCUMENTS VISES AUX ARTICLES D.8222-5 ET 7 DU CODE DU TRAVAIL

Le Titulaire devra déposer les documents visés aux articles D. 8222-5 et 8222-7 du Code du travail ainsi que son attestation d'assurance périodiquement sur la plateforme e-Attestations mandatée et mise à disposition par le pouvoir adjudicateur afin de simplifier et sécuriser la remise de ces documents.

Le service de dépôt des documents est gratuit. De plus, dans une démarche de simplification, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF...), pourraient déjà être déposées sur le compte du Titulaire s'il est déjà inscrit sur cette plateforme.

Une pénalité journalière de 100 € sera appliquée par jour de retard dans la production des documents, dans le délai que le représentant du pouvoir adjudicateur aura fixé dans son courrier.

4.13. DEGRADATIONS CONSTATEES SUR OUVRAGES EXISTANTS OU REALISES DANS LE CADRE DES TRAVAUX

Lorsqu'il sera constaté des dégradations sur des ouvrages existants au regard de l'état des lieux effectué avant démarrage des travaux ou sur des ouvrages réalisés, le Titulaire sera tenu de prendre à sa charge la totalité des frais nécessaires à la remise en état des ouvrages concernés.

4.14. PENALITE POUR NON-REPLACEMENT EN CAS D'INSUFFISANCE OU INDISPONIBILITE

En cas de non-remplacement d'une personne nommément désignée à l'article 6 de l'Acte d'engagement en application de l'article 1.8 du présent CCAP, une pénalité de 500 euros par jour de retard au-delà de 15 jours calendaires sera appliquée sur les sommes dues au Titulaire.

4.15. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER, ENLEVEMENT DES DECHETS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

En cas de retard, les opérations de repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements seront faits aux frais du Titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 1 000 euros par jour de retard.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'Ouvrage.

4.16. PENALITE POUR LEVEES DE RESERVES

Le Titulaire du marché a un délai qui sera fixé dans la décision de réception à compter de la réception pour lever les réserves mentionnées aux articles 41.5 (prestations prévues non exécutées) et 41.6 (imperfections et malfaçons) du CCAG travaux. En cas de dépassement de ce délai, il encourt une pénalité de 50 € par jour de retard et par réserve (dans la limite de 500 € par jour) non levée définis par le Maître d'Ouvrage et inscrites dans le Procès-Verbal des Opérations Préalables à la Réception.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'Ouvrage.

4.17. PENALITE POUR NON-RESPECT DES SURFACES

Au titre de l'engagement de la performance sur les surfaces, le Titulaire garantit que le bâtiment une fois achevé présentera une surface utile totale conforme au projet validé en phase PRO.

Pendant la phase conception, c'est à dire jusqu'à la phase PRO, s'il est constaté que des surfaces utiles du programme sont manquantes, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'émettre des observations dans la validation des documents, voire de ne pas approuver les documents de la phase d'étude. L'absence de remarques du Maître d'Ouvrage ne vaut pas acceptation, en effet toute diminution de surfaces utiles d'un ou de plusieurs locaux doit faire l'objet de l'accord exprès de la Maîtrise d'Ouvrage et d'une moins-value correspondante.

Au stade des OPR, le Titulaire fera réaliser un relevé de l'ensemble des surfaces par un géomètre expert. S'il est constaté une diminution de la surface d'un local par rapport à la surface initiale ou « modifiée et validée » au cours des études par la Maîtrise d'Ouvrage, celle-ci retiendra sur les sommes dues au Titulaire :

- En deçà de 1% des surfaces utiles totales du projet, la pénalité sera de 1500 € HT par m² manquant
- A partir de 1%, la pénalité sera de 2500 € HT par m² manquant

Au niveau des locaux, les tolérances suivantes sont applicables :

- Pour les chambres la tolérance est de 0,25 m² maximum, pour 25% des chambres
- Pour les autres locaux la tolérance est de 2% dans la limite de 0,5 m²

Sur les largeurs ou hauteurs de circulation, aucune tolérance ne sera admise par rapport aux exigences du programme, sous peine de réfaction sur le montant du marché.

4.19. PENALITE POUR NON-RESPECT DES PERFORMANCES

En cas du non-respect d'une performance inscrite dans le programme et ses annexes, le candidat encourt une pénalité indiquée dans le programme augmentée le cas échéant du préjudice subi par le Maître d'Ouvrage.

4.20. PENALITES SUR LES PRESTATIONS D'ENTRETIEN MAINTENANCE

L'attribution de pénalités est mise en œuvre lorsqu'il y a dépassement des délais prévus à la remise en bon fonctionnement ou la non atteinte de la performance, défini dans le programme d'entretien maintenance complété du mémoire technique du Titulaire. Sont exonérés du calcul des pénalités les défauts dont l'origine est :

- L'indisponibilité pour cause de travaux programmés et validés par le pouvoir adjudicateur ;
- Une faute du pouvoir adjudicateur ;
- Des actes de vandalisme ou des dégradations et qui ne peuvent être empêchés ;
- Toute interruption de services de distribution du gaz et de l'électricité ;
- Un cas de force majeure.

Pour les cas limitatifs énumérés ci-dessus, Le Titulaire devra préciser et démontrer en quoi ces causes exonératoires ont induit un retard ou une gêne dans l'accomplissement de sa mission. A défaut de transmission d'une note circonstanciée sous 7 jours à compter de la réalisation de des cas évoqués, le Titulaire ne pourra pas se prévaloir d'une cause exonératoire de responsabilité. La cause exonératoire n'est pas automatique, elle devra recevoir l'accord exprès du pouvoir adjudicateur sur la base de la note circonstanciée.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra s'exonérer des pénalités au motif que le(s) défaut(s) d'entretien-maintenance a (ont) pour origine un défaut de conception ou de construction.

Le montant des pénalités sera calculé à partir des valeurs indiquées dans le programme.

Ces pénalités ne sont pas libératoires et peuvent engendrer d'autres indemnités pour compenser le préjudice subi par la maîtrise d'ouvrage ou les mesures compensatoires que le maître d'ouvrage a dû mettre en œuvre pour compenser la carence du Titulaire.

Ces pénalités sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au Titulaire pour les mêmes faits.

L'application des pénalités ou retenues de retard sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du Titulaire. Elles ne sont pas assujetties à la TVA et, par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, aucune exonération ne sera faite pour les pénalités en dessous de 1000 € HT

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités pouvant être infligées au titre de cet article est plafonné à 30 % du montant du global d'entretien maintenance. Ce plafonnement n'intègre pas les éventuels préjudices subis ou les mesures compensatoires évoqués ci-dessus.

4.21. PENALITES EN CAS DE MANQUEMENT AUX ENGAGEMENTS RELATIFS A LA PART D'EXECUTION CONFIEE A DES P.M.E ET A DES ARTISANS

Conformément aux dispositions de l'article L2171-8, le titulaire s'engage sur une part minimale sur la durée totale du marché public global de performance à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans une part d'exécution des prestations.

Le titulaire transmettra à l'issue des différentes phases susvisées du marché sur lesquelles porte son engagement un relevé détaillé de ce dernier qui comprendra :

- Les noms et l'identification des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans ;
- La description et le montant des travaux/prestations réalisées par des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans ;
- La part que représentent ces travaux et/ou prestations du montant de la phase concernée et une comparaison entre les engagements contractuels et la réalité constatée sur la phase concernée.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles au titre du présent article, le titulaire encourra une pénalité calculée en fonction de l'écart entre la part qu'il s'était engagé à confier et la réalité constatée.

En phase conception-réalisation ou exploitation maintenance :

La pénalité prévue ci-dessus est d'un montant de **100 %** de la différence constatée entre l'engagement du titulaire exprimé en euros et le montant global réellement confié à des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans.

5. SUIVI MENSUEL

Le Directeur d'Exécution devra fournir au minimum de façon mensuelle un état d'avancement du chantier. Cet état sera systématiquement présenté au Maître d'Ouvrage lors d'une réunion.

L'état d'avancement mensuel précise les points suivants :

1. Avancement des études

- État d'avancement de production des études par rapport au calendrier contractuel en distinguant le projet, les études d'exécution, les plans d'implantation des équipements et terminaux, les études de synthèse
- Levée des observations du MO sur le PRO
- Liste de ces études avec le dernier indice de mise à jour

2. Avancement des travaux

- État d'avancement par rapport au calendrier contractuel général (réalisation des travaux par corps d'état, présentation d'échantillons, essais)
- Liste des travaux modificatifs avec justificatifs
- Mesures prises pour réaliser les opérations préalables à la réception, les levées de réserves, ...
- Levée des observations du CT notées dans le RICT

3. Sécurité, protection de la santé

- Liste des sous-traitants quel que soit leur rang (agréés et en cours d'agrément)
- Mesures prises pour répondre aux observations du CSPS

4. Dossier photographique mensuel présentant l'avancement du chantier

5. Prestations d'entretien maintenance : le suivi sera mensuel pendant la 1^{ère} année, et ensuite pourra être trimestriel les autres années.

6. **ETAPE N°1 : CONCEPTION**

L'étape n°1 du marché porte sur les études complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux, avant le démarrage de ceux-ci.

Les modalités de remise et d'examen des documents sont précisées à l'article 9 du présent CCAP.

La prestation 1.0 est une mise à jour de l'APS intégrant les remarques formulées lors la mise au point du marché. La mise à jour de l'APS démarre à la notification du marché.

Le contenu des études devra respecter les exigences de l'annexe 2.1 au CCAP.

Les plans transmis par le Titulaire durant les études :

- Intégreront le dessin de l'ensemble des mobiliers (armoire, bureau, chariots) fournis par le Titulaire et par le maître d'ouvrage, tels qu'ils sont décrits dans les fiches locaux.
- Comporteront la numérotation de tous les locaux et de toutes les portes selon les indications du maître d'ouvrage pour report de cette numérotation sur plans techniques (incendie, tableau de portes, organigramme)
- Comporteront les surfaces de circulations pour chaque service

6.1. PRESTATION N° 1.1 - DOSSIER DE DEMANDE DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

La prestation n°1.1 de constitution du dossier de demande des autorisations préalables démarre immédiatement à compter de la notification du marché, sans ordre de service.

Le Titulaire remettra le dossier de permis de construire. Il remettra également une nouvelle version des planches « perspectives » transmises dans le cadre de la procédure de dialogue au sein du dossier architectural et fonctionnel, mises à jour des éventuelles modifications intervenues.

Dans le cas de refus ou de retrait du permis de construire pour motif tiré de la méconnaissance des dispositions architecturales, techniques, environnementales liées à la réglementation, de sécurité, de construction et d'implantation et plus généralement de toute réglementation sanctionnée par le permis de construire, comme en cas de recours en annulation faisant apparaître une illégalité manifeste du permis accordé ou de sursis à exécution, le Titulaire devra à la demande du Maître d'Ouvrage établir une nouvelle demande de permis de construire et reprendre, le cas échéant, ses études sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire.

Le Maître d'Ouvrage pourra mettre fin à l'exécution du marché et faire application de l'article 21 du présent CCAP.

Sont également compris dans la mission du Titulaire :

- L'assistance au Maître d'Ouvrage pour l'exposition et la défense éventuelle de ces dossiers ;
- La fourniture des renseignements complémentaires réclamés pour l'instruction lorsqu'ils relèvent de la compétence du Concepteur Réalisateur ;
- L'élaboration et la constitution des dossiers de présentation aux organismes à caractère consultatif habilités à connaître le projet, ainsi que la participation du Titulaire aux réunions où est présenté et discuté le projet ;
- L'assistance pour les renseignements spécifiques au dossier d'autorisations administratives et tous dossiers administratifs liés à l'opération.

6.2. PRESTATIONS N° 1.2 – ETUDES D'AVANT PROJET DEFINITIF

Les études APD démarrent immédiatement à compter de l'ordre de service de démarrage de l'APD.

Elles ont pour objet de :

- *Vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité*
- *Arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect*
- *Définir les matériaux*
- *Justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques.*

Le contenu détaillé des documents à remettre est précisé dans la pièce n° 2.1.

Le choix de tous les échantillons des prestations et équipements seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage. L'ensemble des teintes et coloris des finitions intérieures et équipements seront soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage.

Les études d'APD seront soumises à l'examen du Maître d'Ouvrage, l'ATMO du CT et du CSPS. Le Maître d'Ouvrage vérifiera notamment la conformité de ces études avec les prescriptions figurant au marché. Les observations sur ces études seront transmises au Concepteur Réalisateur. Les délais d'examen sont définis à l'article 3 du présent CCAP.

Les observations devront être intégrées à la demande du MO soit :

- Au dossier APD, le candidat devra donc réaliser un dossier APD CORRIGE dans le délai fixé par la Maîtrise d'Ouvrage ;
- Soit dans les études de PRO.

Dans le cas où le dossier APD ne serait pas approuvé du fait d'une faute du Titulaire (non-respect du programme, non-respect des solutions techniques précisées lors de l'étape précédente, non prise en compte des attendus des autorisations administratives, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le Titulaire.

Les observations sur l'APD feront l'objet d'une décision du Maître d'ouvrage. Ces observations sur l'APD ne remettent pas en cause la hiérarchie des pièces contractuelles, le programme prévalant sur l'offre contractuelle (pièce 4), elle-même prévalant sur l'APD. Aussi toute sujétion venant atténuer à terme la performance de l'ouvrage ne sera pas autorisée, et pourra faire l'objet d'une réfaction.

Toute évolution d'une performance entre l'offre technique et l'étude APD devra faire l'objet d'un accord exprès de la Maîtrise d'Ouvrage, sous réserve que le groupement ait produit un argumentaire technico-économique sur les incidences de l'évolution (coût, délais, impact coût de maintenance, impact coûts énergétiques).

6.3. PRESTATIONS N° 1.3 – ETUDES DE PROJET (PRO)

Les études de projet démarrent immédiatement à compter de l'ordre de service de démarrage du PRO.

Elles ont pour objet de :

- Vérifier le respect des différentes réglementations, notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- Prendre en compte les attendus résultant de l'instruction des autorisations administratives ;
- Déterminer toutes les surfaces détaillées du projet ;
- Confirmer les choix techniques retenus, notamment en ce qui concerne les installations techniques ;
- Permettre au Maître d'Ouvrage d'approuver le niveau des prestations au regard du programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- Préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre ;
- Décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- Déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;

- Produire notamment les plans d'implantation des terminaux ;
- Préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et énergies et coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- Proposer au Maître d'Ouvrage un phasage technique relatif aux consignations ou dévoiements des différents réseaux impactés par l'opération.

Le contenu détaillé des documents à remettre est précisé dans la pièce n° 2.1. Le PRO et notamment l'ensemble des CCTP des corps d'état seront visés par le Directeur d'Exécution nommément désigné à l'article 6 de l'Acte d'engagement.

Les études de projet seront soumises à l'examen du Maître d'Ouvrage, l'ATMO, du CT et du CSPS. Le Maître d'Ouvrage vérifiera notamment la conformité de ces études avec les prescriptions figurant au marché. Les observations sur ces études seront transmises au Titulaire du présent marché. Les délais d'examen sont définis à l'article 3 du présent CCAP.

Les observations devront être intégrées à la demande du MO soit :

- au dossier PRO, le candidat devra donc réaliser un dossier PRO CORRIGE dans le délai fixé par la Maîtrise d'Ouvrage ;
- soit dans les études d'exécution et de synthèse.

Dans le cas où le dossier PRO ne serait pas approuvé du fait d'une faute du Titulaire (non-respect du programme, non-respect des solutions techniques précisées lors de l'étape précédente, non prise en compte des attendus des autorisations administratives, ...), le marché pourra être résilié sans indemnité pour le Titulaire.

Les observations sur le PRO feront l'objet d'une décision du Maître d'Ouvrage. Ces observations sur l'APD ne remettent pas en cause la hiérarchie des pièces contractuelles, le programme prévalant sur l'offre contractuelle (pièce 4), elle-même prévalant sur le PRO.

Aussi toute sujétion venant atténuer à terme la performance de l'ouvrage ne sera pas autorisée, et pourra faire l'objet d'une refaction.

Toute évolution d'une performance entre l'offre technique et l'étude PRO devra faire l'objet d'un accord express de la Maîtrise d'Ouvrage, sous réserve que le groupement ait produit un argumentaire technico-économique sur les incidences de l'évolution (coût, délais, impact coût de maintenance, impact coûts énergétiques)

6.4. PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Le Titulaire remettra son PPSPS en même temps que le dossier PRO.

Le PPSPS doit indiquer, de façon précise et détaillée :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques encourus par le personnel, tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier, en fonction du procédé de

construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins,

- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades,
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel,

Le PPSPS est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au CSPS.

Il est communiqué, ainsi que ses mises à jour, à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

6.5. REUNIONS D'ETUDES

Il est prévu au minimum **une réunion de conception réalisation 2 fois par mois** entre le Titulaire, le Maître d'Ouvrage, son ATMO, le CT et le CSPS pendant l'étape de conception.

Ces réunions d'études doivent permettre notamment :

- D'identifier les évolutions de la conception par rapport aux pièces contractuelles ;
- D'étudier les solutions pour les avis suspendus ou défavorables du CT ;
- De définir les mesures générales de sécurité et de protection de la santé, notamment l'organisation du chantier et des différentes zones ;
- De préparer le travail d'examen et d'approbation du dossier PRO.

7. ETAPE N°2 : REALISATION DES TRAVAUX - AUTRES DOCUMENTS D'ETUDES

7.1. PRESTATION N° 2.1 - ETUDES D'EXÉCUTION ET DE SYNTHESE

Les études d'exécution et de synthèse démarrent dès la notification de l'ordre de service d'approbation du PRO.

Le Titulaire a à sa charge la réalisation de tous documents nécessaires à la réalisation de son projet et notamment :

- les spécifications techniques détaillées,
- les plans d'exécution des équipements techniques,
- les plans d'implantation des terminaux.

Le Titulaire doit au titre du marché l'animation de la cellule de synthèse et l'établissement des plans de synthèse. Il est rappelé que les plans de synthèse ont notamment pour objet :

- de résoudre les points singuliers éventuels,

- d'intégrer sur les PEO de structure les différents besoins en matière de passages, gaines, trémies, grilles, socles, etc. et d'en établir les plans de synthèse, la coordination finale de ces réservations étant assurée par le Titulaire,
- de coordonner entre tous les lots techniques et spécifiques, une synthèse commune de faisabilité globale (réseaux, passages de gaines, chemins de câbles, etc.),
- d'intégrer les remarques faites par le MO, le CT, le CSPS,
- de recenser tous les besoins en énergie et fluides,
- de s'assurer des possibilités d'accès et d'implantation des équipements et matériels,
- d'établir les plans de calepinage de l'ensemble des corps d'état secondaires.

Les études d'exécution et de synthèse devront être visées par le DIREX dans les conditions définies à l'article 1.7 du CCAP, après avis de l'architecte et des bureaux d'études techniques.

L'ensemble des VISAS du groupement doivent être communiqués à titre informatif à la Moa, à l'ATMO, CT, a minima mensuellement.

7.2. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Son démarrage sera déclenché par ordre de service.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes à la diligence du Titulaire :

- Établissement et présentation au visa du Maître d'Ouvrage du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG Travaux ;
- Poursuite de l'établissement des plans d'exécution des équipements techniques, de synthèse, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et au présent article du CCAP ;
- Mise à jour de l'échéancier prévisionnel de ses facturations mensuelles résultant du programme d'exécution des travaux ;
- Organisation de réunions spécifiques relatives aux relations avec les concessionnaires de réseaux en vue de définir les modalités de raccordements définitifs ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier, voiries provisoires, terrassements, ...).

En complément de l'article 28.2.1 du CCAG Travaux, le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- La liste des plans de synthèse et plans d'exécution et contraintes de planification précisant les objectifs calendaires afin de respecter le calendrier d'exécution des travaux
- Les moyens en homme et en matériel que le Titulaire prévoit de mettre en place et besoins en puissance électrique de chantier.
- Le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier et qui devront être compatibles avec le programme du Titulaire et les travaux à réaliser

- Les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier et sur les voies publiques et repérage de l'emplacement des moyens de levage.

7.3. PRESTATION N° 2.3 - DEMARRAGE DES TRAVAUX

Après l'approbation de l'APD, du PRO et l'obtention des autorisations administratives, le démarrage effectif des travaux fera impérativement l'objet d'un ordre de service.

Cet ordre de service pourra intervenir dans un délai de 12 mois à compter de la validation du PRO.

L'offre de prix du Titulaire comprend cette éventuelle période de neutralisation. Le Titulaire ne pourra pas faire valoir de demande d'indemnisation en sachant que les prix sont révisables.

7.4. AUTRES DOCUMENTS D'ÉTUDES

Tout autre document nécessaire à la réalisation du projet est à la charge du Titulaire (voir en annexe les missions d'études et des rendus).

Le Titulaire mettre à la disposition du Maître d'ouvrage, pendant toute la durée des travaux, un site internet permettant de voir l'évolution du chantier et de la construction en temps réel, via notamment des photographies « time lapse » (1 photographie par jour prise du même endroit).

7.5. MODALITES DE REMISE ET D'EXAMEN DE CES DOCUMENTS

Les documents listés ci-dessus seront soumis au Maître d'Ouvrage, son ATMO et au CT, pour contrôle, avis et réserves éventuelles, au fur et à mesure de leur production et au plus tard 3 semaines avant tout lancement en exécution (ou commande à un sous-traitant) en un lieu quelconque.

Si le Titulaire omet de soumettre au MO, l'ATMO, au CSPS, au CT les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de la prestation et sa démolition à ses frais.

Il sera également responsable du retard dans l'exécution du marché résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

7.6. REUNIONS PENDANT L'ETAPE 2

7.6.1. REUNIONS DE CONCEPTION REALISATION

Il est prévu au minimum **une réunion de conception réalisation mensuelle** entre le Titulaire, le Maître d'Ouvrage et son ATMO pendant l'étape de réalisation.

Le Titulaire devra être représenté par le DIREX ou à défaut par des intervenants qualifiés, ayant connaissance du chantier et capable de l'engager depuis le début jusqu'à la fin du chantier.

Les CT et CSPS participeront en tant que de besoin à cette réunion.

Au préalable à la réunion, 5 jours avant, le groupement de Conception Réalisation transmettra ses questions ou remarques.

A l'issue de chacune de ces réunions, le MO transmettra les réponses qui seront considérées comme approuvées, s'ils n'ont pas fait l'objet d'observations écrites dans les 5 jours ouvrés après envoi des réponses.

7.6.2. REUNIONS DE CHANTIER

Les réunions de chantier sont organisées par le groupement Concepteur Réalisateur, de façon hebdomadaire, pour traiter des sujets quotidiens.

Les comptes rendus des réunions de chantier ne suffisent pas à remettre en cause la hiérarchie contractuelle, et n'emportent pas de modifications de délais ou de coût sans l'aval exprès du Maître d'Ouvrage via un Ordre de service ou un avenant.

7.6.3. AUTRES REUNIONS

Le Titulaire est tenu d'avertir le MO de toute réunion afférente aux études et aux travaux, afin que celui-ci puisse y participer et le cas échéant s'y faire représenter.

Par ailleurs, le Titulaire doit assister à toutes les réunions auxquelles le Maître d'Ouvrage jugera sa présence nécessaire.

A l'issue de chacune de ces réunions, un compte-rendu sera rédigé par son initiateur.

Le compte-rendu sera adressé par son rédacteur à tous les participants, ainsi qu'au Maître d'Ouvrage et son ATMO qu'il ait ou non participé à la réunion.

7.7. RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Par dérogation aux articles 29.1.3 et 29.1.5 du CCAG Travaux, il n'y aura ni approbation ni visa du Maître d'Ouvrage ou son ATMO, la responsabilité de la conception et de la construction des ouvrages, équipements et installations incombant totalement et exclusivement au Titulaire du présent marché.

Si les observations du Maître d'Ouvrage, de l'ATMO, du CSPS, du CT amènent des corrections aux documents cités ci-dessus, le Titulaire renverra des plans et documents corrigés au Maître d'Ouvrage.

Les observations du Maître d'Ouvrage, de l'ATMO, du CSPS, du CT ont pour objet de s'assurer de la qualité de l'ouvrage, du respect du programme et de l'exécution des travaux conformément au projet.

Les modifications suite aux remarques ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.



8. ETAPE 3 – ENTRETIEN MAINTENANCE

8.1. MAINTENANCE COURANTE

Le Titulaire est chargé d'assurer les prestations d'entretien et de maintenance nécessaires à l'utilisation des ouvrages / bâtiments conformément aux prescriptions du Programme, aux lois et règlements en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art et des performances prévues au Marché et notamment au tome 4 Programme Entretien Maintenance.

Le Titulaire fait notamment son affaire de toute usure normale ou anormale des ouvrages / bâtiments dès lors que ceux-ci font l'objet d'une utilisation conforme à leur destination, aux usages et aux règles de l'art et, à ce titre, réalise tous les travaux nécessaires au maintien des ouvrages / bâtiments en bon état de fonctionnement compte tenu de leur âge et de leur destination.

Sans préjudice des recours contre les responsables et/ou de leurs assureurs et des indemnisations dues par les assurances souscrites par le pouvoir adjudicateur, le Titulaire fait également son affaire des réparations de tous les dommages éventuellement causés par des usagers ou des tiers.

En cas de non-respect des Performances, les Pénalités correspondantes prévues à l'article 4 seront appliquées par le maître d'ouvrage.

Ces Performances ne pourront pas évoluer pendant toute la durée du Marché sans l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage. Aucune évolution des Bâtiments susceptible de dégrader les Performances ne pourra être envisagée par le Titulaire.

Les Prestations doivent, en conséquence, être exécutées, selon des modalités qui soient compatibles avec les activités exercées à l'intérieur des Bâtiments dans le plus grand respect des règles de sécurité des biens et des personnes et de continuité du service public.

L'exécution des Prestations ne peut être suspendue qu'avec l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage, afin de ne pas porter atteinte à la continuité du service public.

9. OBSERVATIONS SUR LES ETUDES

9.1. PRESENTATION DES DOCUMENTS

Les documents dus par le Titulaire aux étapes 1 et 2 sont remis au MO, à l'ATMO, au CSPS, au CT pour vérification et observations.

L'ensemble des documents, notamment les plans, sera conforme à la charte graphique fixée par le Maître d'Ouvrage (voir en annexe les principes de codification et d'extraction d'objets à partir des plans DWG).

Dans les cas où la remise d'un élément de mission ne s'opère pas en une seule fois, chaque sous-ensemble doit être clairement identifié dans son bordereau d'accompagnement. En outre, chaque bordereau comportera :

- Soit la mention « documents provisoires »,
- Soit la mention « documents définitifs ».

Les navettes concernant la mise au point des « documents provisoires » doivent se faire à l'intérieur des délais contractuels relatifs à l'élément concerné.

Les délais nécessaires au MO, à l'ATMO au CSPS et au CT pour émettre avis et observations sont définis à l'article 3 du présent CCAP.

9.2. NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Les documents seront remis conformément au format .doc, .xls pour les textes et tableaux, jpg, .dwg pour les schémas, plans, coupes, et format pdf pour l'ensemble des documents.

L'ensemble des documents APD, PRO, et les documents d'exécution seront transmis en 6 exemplaires papier et 6 supports électroniques (CR-ROM, DVD-Rom ou clé USB). A la demande du MO, certains exemplaires seront transmis directement à ses assistants.

Permis de construire : nombre d'exemplaires selon les exigences des services instructeurs + 4 exemplaires à l'attention du maître d'ouvrage.

9.3. OBSERVATIONS SUR LES DOCUMENTS

Dès que les prestations objet du présent marché seront présentées, le Maître d'Ouvrage en vérifiera la forme et le contenu, en examinera la qualité et vérifiera s'ils répondent aux exigences et stipulations du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur décidera :

- La poursuite de la prestation, assortie le cas échéant de réserves,
- La poursuite moyennant réfaction sur le prix de la prestation,
- Le rejet de la prestation. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur fixera un délai pour la reprise de la prestation. Ce délai n'interrompt pas le délai contractuel global.

Les délais nécessaires au MO, à l'ATMO, au CSPS et au CT pour émettre avis et observations sont définis à l'article 3 du présent CCAP.

L'absence de décision d'approbation de le pouvoir adjudicateur dans un délai de 2 mois à compter de la date de présentation de la prestation vaut **refus tacite**.

9.4. EN CAS DE REJET DU PRO ET DE NON OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas où les études sont rejetées du fait d'une faute du Titulaire (non-respect du programme ou de l'offre financière), dans le cas de non-obtention des autorisations administratives du fait d'une faute du Titulaire, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 21 du présent CCAP.



10. IMPLANTATION DES OUVRAGES

10.1. PIQUETAGE GÉNÉRAL

Le Titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le Maître d'Ouvrage, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les frais engagés par le Titulaire à cette occasion sont compris dans le prix du marché.

10.2. PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRÉS

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué dans les mêmes conditions et simultanément au piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, chauffage urbain, air comprimé, d'eau ou des câbles électriques, le Titulaire doit 15 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

11. ORGANISATION DU CHANTIER, SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

11.1. GENERALITES

Les emplacements nécessaires seront mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les emplacements nécessaires pour les installations de chantier de toutes les entreprises, les dépôts de matériaux et d'équipements, les voies d'accès aux constructions, les emplacements de parking de véhicules seront déterminés par le Titulaire sur l'emprise foncière mise à sa disposition par le Maître d'Ouvrage et seront définis dans le PGCSPPS.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le Titulaire fera son affaire des autorisations d'occupation de voiries en cas d'encombrement sur bas-côté et également de circulation de camions et de sorties sur la voie publique.

11.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les installations de chantier ne devront gêner en rien l'avancement du chantier ni la livraison des ouvrages. Le terrain mis à la disposition dans ce but, sera libéré progressivement pour permettre

l'exécution des divers travaux extérieurs selon le calendrier, telles que canalisations, voiries, plantations, etc.

Le Titulaire fera son affaire des moyens de levage et mise en œuvre nécessaires à l'exécution de ses prestations.

11.2.1. LOCAUX MIS A DISPOSITION DU MAITRE D'OUVRAGE

A la demande du Maître d'Ouvrage, ce dernier pourra avoir usage de la salle de réunion de la base vie.

Par ailleurs, le titulaire mettra un bureau indépendant et équipé (mobiliers) à disposition du MO au sein de la base vie.

La base vie sera équipée d'un dispositif Wifi pour accès à internet, à disposition du MO.

11.2.2. LOCAUX POUR LE PERSONNEL

Le projet des installations de chantier indiquera notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans les conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

11.3. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

11.3.1. PROPRETE DU CHANTIER

Le Titulaire devra respecter les recommandations du programme.

Les Entrepreneurs et les installateurs doivent, pendant les travaux, la protection, la surveillance et le propre nettoyage de leurs ouvrages et des locaux, après manutention ou après pose et enlèvement des gravas afin de livrer les lieux, matériel et installations en parfait état de propreté. Le Titulaire devra mettre en œuvre la réglementation relative aux déchets de chantier et a à sa charge l'organisation du tri et l'évacuation de ceux-ci.

Si, malgré ces prescriptions, le site du chantier n'était pas maintenu dans un état de propreté suffisant pendant l'exécution des travaux, ou si les locaux n'étaient pas livrés dans l'état définitif de nettoyage souhaité, le MO pourra en l'absence du responsable ordonner, chaque fois qu'il jugera nécessaire, le nettoyage du chantier ; les frais correspondants seront imputés au Titulaire.

Dans le cas où, malgré les ordres de service, ce nettoyage n'aurait pas été réalisé de façon satisfaisante, le Maître d'Ouvrage pourra faire appel à une Entreprise spécialisée de nettoyage, aux frais et risques du Titulaire.

Les Entrepreneurs et installateurs amenés à intervenir sur le chantier prendront toutes dispositions pour protéger de façon efficace, pendant le cours des travaux, tous les matériaux, appareils, canalisations, revêtement, bâtiments existants et en cours de construction etc. Dans tous les cas, ils en feront leur affaire personnelle en relation avec les autres entreprises, et ce jusqu'à la réception des installations, en s'engageant en cas de besoin à garantir le Maître d'Ouvrage contre toute responsabilité à l'occasion de dégâts, détournements, etc.

11.3.2. SIGNALISATION DU CHANTIER

Le Titulaire doit tout balisage selon les besoins du code de la route et du plan de prévention.

11.3.3. NUISANCES LIEES AU CHANTIER

Le chantier devra être conduit de façon à causer un minimum de gêne aux avoisinants, notamment du fait de la proximité immédiate d'unités de soins.

Le Titulaire garantit que les engins de chantier qu'il utilisera seront homologués, en matière d'émissions de bruits en particulier, lorsque cela est réglementaire.

Toute précaution sera prise pour éviter les nuisances sonores trop importantes de la part des engins de chantier (pompes, compresseurs, etc.).

L'activité du chantier, en période nocturne, ne devra entraîner aucune nuisance sonore, sauf conditions particulières et après accord du Maître d'Ouvrage.

Toute précaution sera prise pour limiter l'émission de poussières du fait de la manœuvre des engins de chantier.

11.3.4. SECURITE DU CHANTIER

Le Titulaire devra prendre toutes mesures pour assurer la sécurité du chantier, de telle sorte qu'aucune personne non autorisée ne puisse s'y introduire (personnel, visiteur, patient, enfant, adolescent, délinquant, curieux, agile, souple, cascadeur, personne âgée égarée, patient psychologiquement fragile, etc.). Par conséquent, les mesures suivantes sont notamment introduites :

- Les clôtures pourront être rendues opaques ponctuellement : points particuliers à identifier lors de la mise en place des clôtures, selon besoins et demandes des utilisateurs ;
- Les clôtures seront solidement liées les unes aux autres et infranchissables ;
- Les clôtures seront vérifiées quotidiennement ;
- Les portails d'accès au chantier seront cadenassés chaque soir.

Des exigences spécifiques sont décrites dans le programme.

11.4. HORAIRES DE TRAVAIL

Le Titulaire garde la responsabilité de l'obtention selon le code du travail des autorisations administratives nécessaires, selon la durée ou la période de travail de ses équipes de personnel.

Le travail de nuit ne sera pas autorisé, notamment du fait de la présence d'unités d'hébergement à proximité.

12. PROVENANCE - QUALITE - CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

12.1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Le programme fixe, le cas échéant, la provenance des matériaux, produits et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à l'initiative du Titulaire.

La provenance des matériaux, produits et composants de construction devra être soumise au MO, notamment en ce qui concerne les fiches FDES à fournir.

12.2. CARACTÉRISTIQUES - QUALITÉS - VÉRIFICATIONS - ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les travaux traditionnels sont soumis aux dispositions des documents définis dans les pièces générales du marché définies à l'article n° 2.2 du présent CCAP.

Les ouvrages doivent être d'excellente qualité, conformes en tous points aux règles de l'Art, exempts de toute malfaçon et présenter toute la perfection nécessaire, sur les aspects techniques et esthétiques. S'ils ne satisfont pas à ces conditions, ils sont refusés, démolis et remplacés aux frais du Titulaire.

Pendant l'exécution des travaux et pendant toute la période de garantie, le Titulaire doit se soumettre à toute vérification qui serait demandée par le Maître d'Ouvrage, à l'ATMO le CSPS, le CT, et se prêter à toutes opérations telles que déposes, sondages, le tout à ses frais avancés, risques et périls.

Au cas où le remplacement des matériaux ou la réfection des ouvrages serait reconnu nécessaire par le Maître d'Ouvrage, le Titulaire supporterait les dépenses qu'entraînent ces réfections et réparations de quelque nature qu'elles soient, sans préjudice d'indemnités s'il y a lieu.

Dans le cas contraire, les dépenses d'investigations et de remises en état éventuelles seront à la charge du Maître d'Ouvrage.

12.2.1. VÉRIFICATIONS SUR CHANTIER

Le dossier technique du Titulaire et le programme définissent les compléments et dérogations éventuels à apporter aux dispositions du CCAG Travaux, des normes et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des éléments de l'installation, matériel de base, appareils, matériaux et produits.

Ils définissent également les modalités de vérification, essais et épreuves de ces caractéristiques et qualités, sur le chantier.

Ces vérifications, essais et épreuves, sont effectuées sous le contrôle du Maître d'Ouvrage et du CT par le personnel du Titulaire, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs disposant des appareils de mesure nécessaires, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix du Marché.

Toutefois, ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'Ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.2.2. VERIFICATIONS EN USINE

Le dossier technique du Titulaire et le programme précisent quels matériaux et éléments de l'installation, matériel de base, appareils, font l'objet de vérifications ou de surveillance de fabrication dans les usines, magasins du Titulaire, de ses sous-traitants éventuels ou de ses fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications sont assurées sous le contrôle du Maître d'Ouvrage par le personnel du constructeur ou fabricant, aux frais du Titulaire, la rémunération de ces prestations étant incluse dans le prix global forfaitaire du Marché.

Toutes ces vérifications peuvent être exécutées par un laboratoire ou un organisme de contrôle, au choix du Maître d'Ouvrage, à la charge du Titulaire.

12.2.3. ÉCHANTILLONS

Le Titulaire devra présenter un échantillonnage complet des matériels, matériaux et fournitures qu'il utilisera pour réaliser l'ouvrage au plus tard 15 jours après le démarrage de la période de préparation pour l'ensemble des échantillons demandés par la Maîtrise d'Ouvrage.

A la suite de cette présentation, le Maître d'Ouvrage fixe son choix. S'il estime qu'il n'y a pas similitude (ou équivalence) de qualité et de norme entre les produits présentés et ceux prévus au programme et/ou dossier technique et/ou projet, le Titulaire est tenu de fournir des produits respectant ces derniers.

Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à proximité de la base vie du chantier et n'en sont retirés qu'après accord de la MO.

Après choix et confirmation, les appareils devront être livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine et munis de leurs étiquettes d'origine.

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution, les matériaux et fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé, de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'Art et de la bonne construction.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante, suivie et de bonne qualité.

Les appareils devront avoir une estampille ou un certificat de qualité, délivré par un Organisme Officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe.

Les appareils devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.

Les appareils devront être agréés par les Services Publics ou par les Sociétés Concessionnaires, lorsque ces organismes ont un droit de contrôle sur les installations du Maître d'Ouvrage.

La MO se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais du Titulaire, tout appareil, matériel ou matériau qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme aux spécifications contractuelles.

Tout matériel commandé avant l'acceptation des échantillons par le Maître d'Ouvrage pourra être refusé.

12.2.4. OUVRAGES ET LOCAUX TEMOINS

Le Titulaire doit l'organisation, à minima :

	332	503
Chambre témoin in situ sur chantier	1 témoin	
Témoin de façade in situ sur chantier	1 témoin	

Et d'une manière générale, de prototypes, a minima, (éléments de façade, échantillonnage des couleurs, bardage), à la demande du MO.

Un test acoustique de réverbération pourra être réalisé par le Maître d'Ouvrage, au frais du Titulaire dans la chambre témoin.

12.2.5. COMMANDES DE MATERIELS - MATERIAUX - FOURNITURES

Les commandes de matériels, matériaux, fournitures devront être conclues dès l'acceptation des échantillons par le Maître d'Ouvrage.

Elles tiendront compte des impératifs dus au planning des travaux. En particulier, elles ne devront pas permettre la rupture des stocks sur le chantier pendant les mois d'été ou d'hiver, les fournisseurs devront être tenus d'approvisionner avant la période des vacances.

Sur simple demande, le Titulaire devra remettre au MO les attestations de ses fournisseurs garantissant l'exécution stricte des commandes.

Si le dossier marché impose au Titulaire de s'approvisionner en certains matériaux, éléments ou ensembles auprès de certains fournisseurs désignés par lui et à des prix convenus d'avance, le Titulaire n'en devra pas moins s'assurer que ces matériaux, éléments ou ensembles répondent aux conditions de qualité prescrites.

13. RECEPTION DES TRAVAUX

13.1. DEFINITION

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

La date de réception sera unique pour tous les corps d'état.

Le Maître d'Ouvrage, ou son Assistant Technique, assure la mission décrite au Maître d'œuvre dans le CCAG Travaux pour la réception. Le Maître d'Ouvrage peut s'adjoindre la présence de toute personne si cela s'avère nécessaire.

13.2. DEMANDE DE RÉCEPTION

Conformément aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG Travaux, le Titulaire avise à la fois le Maître d'Ouvrage et le CT de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou le seront.

13.3. OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION

Les opérations préalables à la réception s'effectuent dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG Travaux.

L'équipe de maîtrise d'œuvre réalisera des propres autocontrôles et transmettra ses résultats au mandataire du groupement et à la maîtrise d'ouvrage et ses conseils.

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, le défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception n'emporte pas la réception des travaux à l'expiration du délai de trente jours susmentionnés. Autrement dit, il n'y a de possibilité de réception tacite des ouvrages, la réception doit résulter d'une décision expresse de sa part.

13.4. PROPOSITION AU MAÎTRE D'OUVRAGE

Au vu du procès-verbal des OPR et du conseil de ses assistants, le MO fait connaître au Titulaire s'il prononce la réception des ouvrages et, dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il retient ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

13.5. DÉCISION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

La réception est prononcée sous réserve de l'exécution complète du marché, et des essais d'autocontrôle concluants (essais COPREC notamment), de la levée des avis suspendus et défavorables du CT, de l'avis positif de la commission de sécurité, de la constitution des DOE, DIUO et DME, et dossier d'identité CSSI.

Au titre des essais, il convient de faire à minima :

- Contrôles acoustiques en extérieur (groupes froid, équipement) et à l'intérieur (chambre) à la charge du Titulaire, conforme à la réglementation et aux exigences du programme
- Analyse de l'eau selon les indications (eau d'entrée, eau destinée à la consommation humaine, eau pour soins standards, eau chaude sanitaire)
- Essais caméras pour tous les réseaux
- Réception de l'installation de Fluides Médicaux en présence du Pharmacien de l'Établissement
- Essai de perméabilité du bâtiment
- Mesures d'éclairage
- Étanchéité des terrasses

La liste n'est pas exhaustive et il convient de se reporter aussi aux exigences d'une annexe spécifique.

13.6. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES

Si certaines parties des ouvrages devaient être mises à disposition du Maître d'Ouvrage alors que les travaux ne sont pas tout à fait achevés, cela ne vaudrait pas prise de possession ni réception partielle tacite, le Titulaire conservant toutes ses responsabilités à cet égard.

Il sera fait application des dispositions de l'article 43 du CCAG Travaux. L'état des lieux sera dressé contradictoirement entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

Dans le cas où le délai global d'exécution se trouverait dépassé par la faute du Titulaire et plus particulièrement dans le cas où les travaux auraient fait l'objet d'un refus de réception, le Titulaire peut être contraint de mettre à disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrages non encore entièrement terminés ou réceptionnés.

Enfin, si cette occupation partielle nécessite la mise en route des équipements techniques avant la réception, le Titulaire s'engage par avance à accepter de conduire ou faire conduire et d'entretenir ou faire entretenir, tout ou partie des installations moyennant rémunération, étant entendu que la réception de ces installations n'est pas prononcée à la date de mise en route mais à la date de finition complète. Il appartient alors au Titulaire de souscrire les assurances garantissant sa responsabilité en qualité d'exploitant.

13.7. RECEPTIONS PARTIELLES

Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de demander des réceptions partielles d'ouvrages ou de parties d'ouvrages conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG Travaux.

13.8. REMISE DES ÉQUIPEMENTS EN FIN DE TRAVAUX

Au terme des travaux, les installations et équipements doivent être livrés en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

Les performances des installations doivent être celles fixées contractuellement. La documentation technique doit être à jour.

La remise en état complémentaire constatée, incombe à la charge exclusive du Titulaire. Elle devra être faite dans un délai d'un mois à compter de sa constatation par le Maître d'Ouvrage.

13.9. ÉVACUATION DU CHANTIER

Au terme des travaux, le Titulaire enlèvera à ses frais tous les matériaux non employés, les déchets de toutes espèces ainsi que les ouvrages provisoires. En cas de retard, il sera passible d'une pénalité « repliement des installations de chantier » définie à l'article 4 du présent CCAP.

En outre, le Titulaire procédera à la remise en état complète des lieux qui auraient fait l'objet de détériorations dûment constatées, par des installations et/ou engins de chantier, tant à l'intérieur du lieu des travaux qu'aux abords immédiats.

Si l'exécution n'était pas terminée dans le délai prescrit, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, 10 jours après la mise en demeure, de procéder à l'enlèvement et faire transporter à la décharge publique, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais du Titulaire, et sans qu'il puisse faire réclamation, la pénalité prévue ci-dessus étant en outre appliquée.

13.10. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Le Titulaire devra remettre **au plus tard lors des opérations préalables à la réception**, tous les plans et documents conformes à l'exécution dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE). Ces plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés, devront permettre au Maître d'Ouvrage :

- d'exploiter l'ouvrage,
- d'effectuer tous travaux neufs d'extension ou de renouvellement.

Les plans du DOE seront obligatoirement fournis en format dwg. et pdf, et devront respecter l'organisation et la présentation communiqués par la maîtrise d'ouvrage.

Cette documentation devra comprendre notamment :

- les pièces du dossier marché mises à jour conformément à l'exécution,
- les plans de récolement et les notes de calculs, et les documents d'équilibrage et de réglages
- toutes notices de fonctionnement, d'entretien et spécifications nécessaires au bon usage, au bon entretien et à la bonne exploitation des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur, y compris les codes de déverrouillage des équipements techniques
- les plans d'ensemble et de détails de l'installation et du matériel, conformes à l'exécution,
- la nomenclature détaillée des pièces de rechange avec désignation complète et précise,
- les procès-verbaux complets d'essais en usine du constructeur pour tout appareil installé,
- les procès-verbaux complets d'essais réalisés sur site pour tout appareil installé (centrales de traitement d'air, moteurs, transformateurs, ventilateurs, pompes, compresseurs, chaudières, etc.),
- une photographie haute définition de l'ensemble du projet
- des photographies et un film « time lapse » de la construction (comportant une photographie par jour prise au même endroit)

13.11. DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (DIUO)

Le Titulaire devra remettre également le Dossier d'Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (DIUO) **au plus tard lors des opérations préalables à la réception, qui sera compilé et validé par le CSPS.**

13.12. DOSSIER DE MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS (DME)

Le Titulaire devra remettre également un Dossier de Maintenance des Équipements à destination de l'exploitant **au plus tard lors des opérations préalables à la réception.**

Ce document sera adapté au site, et comprendra :

- La nomenclature des équipements installés (référence, fournisseur, caractéristiques principales),
- La liste type et les références des pièces de rechange à mettre en stock,
- La liste type et les références des pièces d'usure,
- La gamme de maintenance préventive, avec les fréquences associées,



14. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

14.1. CONTENU DES PRIX

14.1.1. CARACTERE DES PRIX

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

14.1.2. CONTENU DES PRIX

Les prix du marché sont donnés hors TVA et comprennent tous les droits et taxes relevant de la propriété industrielle ou commerciale ainsi que les dépenses visées à l'article 9 du CCAG Travaux.

Ces prix sont établis en prenant en considération :

- les conditions de fondations et de mise en œuvre du génie civil résultant de la nature du sol et du sous-sol ;
- les contraintes liées aux travaux sur le présent site ;
- les contraintes dues à l'utilisation du domaine public et maintien du fonctionnement des services publics ;
- la présence de canalisations et réseaux sur le site dont le Titulaire aura à charge les dévoiements éventuels ;
- les dispositions à prendre pour protéger les ouvrages réalisés et les installations de chantier en cas d'intempéries ;
- les conditions d'intempéries et autres phénomènes naturels normalement prévisibles dans les conditions fixées à l'article 3 du présent CCAP ;

Sont à la charge du Titulaire et comprises dans le prix du marché les dépenses d'investissement et de fonctionnement relatives aux prestations suivantes :

14.1.3. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

- les frais d'études et de production de l'ensemble des documents prévus au marché et documents nécessaires à l'exécution du marché,
- les frais d'études pour les adaptations éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux,
- les frais des éventuelles études géotechniques complémentaires,
- la réalisation d'un référé constat portant sur l'état des lieux des existants et des avoisinants avant travaux,
- l'organisation du chantier pour permettre à tout moment le déroulement des travaux dans les meilleures conditions et les meilleurs délais,
- les frais d'ordonnancement pilotage et coordination des études et des travaux,
- les frais pour défaillance éventuelle des cotraitants ou sous-traitants,
- les frais de contrôle général d'exécution des travaux et installations jusqu'à la réception des ouvrages, y compris tous les essais, vérification réglementaire des installations techniques, électriques, etc,

- les frais d’affichage sur le terrain des autorisations administratives suivant les dispositions du Code de l’urbanisme. Le texte du panneau sera soumis à l’agrément du Maître d’Ouvrage.
- les frais d’huissier pour constater l’affichage des autorisations sur le terrain et l’affichage en mairie, pendant un délai de deux mois à compter de son installation (3 constats sont à prévoir un au début, un au milieu, un à la fin du délai),
- l’installation d’un panneau de chantier dès son ouverture (dimensions minimales 3 m x 4 m) pour indiquer la description sommaire de l’opération, les noms, adresses et spécificités des intervenants, y compris cotraitants et sous-traitants, date de commencement des travaux et date présumée de leur achèvement, ainsi que le numéro de l’autorisation. La maquette (« bon à tirer ») de ce panneau sera soumise à l’agrément du MO.
- les frais de tracé, implantation, constatation des ouvrages faits ou à faire, leur mesurage, pesage, les frais d’établissement des épures, calibres, modèles, maquettes nécessaires, etc.,
- l’organisation de la base de vie et des installations d’hygiène y compris raccordement, et leur adaptation éventuelle à l’évolution du chantier,
- les frais de gros et petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation, la confection, la mise en œuvre des ouvrages et installations, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
- les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d’emploi et leur manutention dans l’enceinte du chantier,
- la création et l’entretien des voies, chemins, passerelles, rampes, etc. nécessaires à la circulation dans le chantier,
- tous les ouvrages nécessaires à la sûreté du chantier (les clôtures périphériques, leur entretien pendant la durée des travaux et leur démontage à la fin du chantier avec éclairage d’ambiance ; déplacement éventuel en cours de chantier, les portails d’accès avec serrure, les fermetures provisoires de bâtiments nécessaires pour interdire l’accès en dehors des heures de chantier,
- tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des travailleurs du chantier : installation des dispositifs communs de sécurité sur le chantier (garde-corps, mains courantes, passerelles, éclairage, etc.) ainsi que leur entretien, leur remise en état et leur démontage,
- les mesures et dispositions, nécessitant ou non des travaux, demandées par la CARSAT, l’inspection du travail ou la médecine du travail,
- la construction, l’entretien, la démolition et l’enlèvement à la fin des travaux des hangars, magasins, bureaux, socles de grue et engins fixes et autres installations qui seront nécessaires aux stockages, aux manutentions, à la bonne conservation des matériaux et outillages et d’une façon générale, de toutes les installations qui concourent à la bonne marche du chantier,
- des dépenses liées au stockage des gravois, à la gestion, à l’évacuation, à l’analyse, au tri et au traitement des déchets, y compris les déchets dangereux et y compris l’éloignement des décharges publiques ou privées ; ces dispositions concernent les containers répartis dans les bâtiments et les bennes situées à l’extérieur.
- en cas de terrassement, l’entreprise devra la réalisation de confortements provisoires et définitifs des talus,
- le nettoyage et remise en état des voies publiques et privées, réseaux d’eau, d’électricité et de téléphone, ayant subi des dommages provoqués par les engins de chantier,
- la remise en état du sol à l’emplacement de l’ensemble de la zone de chantier et notamment des aires de stockage et de fabrication, démolition et évacuations des massifs de fondations des grues, stations de bétonnage, etc.
- la remise en état des locaux, bâtiments éventuellement détériorés, impactés par les travaux, y compris les frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés

- les frais d'information et de formation du personnel chargé de l'utilisation et de l'entretien des ouvrages, limité au maximum à 2 journées par fonction technique (téléphonie, alarme incendie, contrôle d'accès et installation de traitement d'air, ...),
- les frais de levée des réserves et réparation des désordres pendant la période de garantie,
- les frais d'assistance des périodes de garantie (incluant les essais de garanties),
- les frais de cautions bancaires éventuelles,
- les frais de brevet liés à l'emploi des matériaux et matériels prévus par le Titulaire,
- les frais d'assurance et de garanties conformément au CCAP,
- les travaux de dévoiement des réseaux, de désamiantage et démolition des ouvrages existants et les travaux tous corps d'état conformes aux exigences de l'ensemble des pièces marché,
- La chambre témoin,
- Les prototypes (façade, ouvrages particuliers, ...),
- Les constats d'huissier au démarrage et à la fin du chantier (clôtures, voiries et avoisinants).
- Photo et times lap de la construction remis en fin de chantier (film 1 photo par jour prise du même endroit) et site internet pour voir évolution temps réel
- Une photo haute définition montrant l'ensemble du projet sera remise au CH lors de la réception du bâtiment

14.1.4. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- les charges temporaires de voirie et de police,
- les frais de **gardienage** et de **fermetures provisoires** des bâtiments,
- les frais de nettoyage de l'ensemble des locaux de chantier et locaux mis à disposition du Maître d'Ouvrage,
- les frais du matériel mis à disposition du Maître d'Ouvrage (photocopieur/imprimante, ...),
- les frais de reproduction,
- les frais d'eau, électricité, téléphone nécessaires aux chantier, base vie, locaux mis à disposition du Maître d'Ouvrage,
- les frais d'exploitation des ascenseurs de chantier.
- Les frais de préchauffage du bâtiment

Les prix du marché comprennent tous les travaux et fournitures accessoires qui auraient pu échapper au détail de la description des ouvrages, mais qui sont le complément indispensable pour le complet et parfait achèvement, conformément aux règles de l'art, et de la bonne construction.

Par la suite, le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une omission dans cette énumération et devra prévoir dans son prix global et forfaitaire l'ensemble des fournitures et de la main d'œuvre nécessaire afin d'obtenir les performances garanties et l'achèvement complet des ouvrages et installations.

Le prix du marché ne tient pas compte :

- Des frais de contrôle technique (CT) qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage ;
- Des frais de coordination SPS (CSPS) qui sont à la charge du Maître d'Ouvrage.

14.1.5. TRAVAUX EN REGIE

Il n'est pas prévu de travaux en régie.

14.1.6. TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES ET TRAVAUX SUPPRIMES

Le marché étant à prix global forfaitaire, le montant des travaux ne saurait être modifié pour l'exécution des ouvrages prévus au marché s'il s'avérait en cours d'exécution de travaux, que les quantités sont supérieures ou inférieures à celles qui ont été retenues par le Titulaire lorsqu'il établit son prix. Il est entendu que les quantités expressément demandées dans le programme doivent être réalisés dans le cadre du prix global et forfaitaire.

Tous les travaux supplémentaires et travaux supprimés feront l'objet de fiches de travaux modificatifs ou supplémentaires établies et visées pour accord ou refus par le Maître d'Ouvrage. Ces fiches doivent préciser l'incidence des travaux en termes de coûts d'investissement (plus ou moins-value), sur les délais, sur la qualité de l'ouvrage, l'incidence en termes de coûts de maintenance.

Les travaux supplémentaires ou modificatifs résultant d'une observation du contrôleur technique (CT) ou du coordonnateur sécurité protection de la santé (CSPS) ou des remarques du SDIS ou autres services de l'Etat seront à la charge du Titulaire.

14.2. REGLEMENTS DES COMPTES

14.2.1. PROJETS DE DECOMPTES ET REGLEMENT DES COMPTES

Les ouvrages et les prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant l'avancement des prestations (prestations intellectuelles et travaux) par application du détail des prix forfaitaires contenus dans les DPGF.

Les projets de décompte sont présentés suivant l'ordre de la décomposition du prix global et forfaitaire et sont remis au MO dans les conditions fixées par l'article 12 du CCAG Travaux.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.1 du CCAG Travaux, les projets de décompte devront être remis au MO, sous format papier et informatique, 5 jours avant la fin de chaque mois arrêté à la fin du mois précédent.

Les paiements se feront sur situations mensuelles établies, conformément au modèle agréé par le Maître d'Ouvrage, à partir de la décomposition du prix global et forfaitaire qui distingue le prix de chaque prestation, et en appliquant l'échéancier ci-dessous :

14.2.1.1. Échéancier pendant l'étape n°1 conception :

Le Titulaire remettra ses demandes d'acomptes mensuels au fur et à mesure de la réalisation de chaque élément de mission (Prestations n° 1.1, 1.2). Le paiement partiel définitif de chaque élément d'étude sera conditionné à l'approbation dudit élément.

Prestation n°1.0 : mise à jour APS

- 100% (cent pour cent), à l'approbation de la mise à jour

Prestations n° 1.1 : dossier de demandes d'autorisations administratives

- 70 % (soixante dix pour cent) à la remise de la totalité de la prestation considérée
- 20% (vingt pour cent) à l'obtention du permis de construire
- 10% (dix pour cent) à la purge du permis de construire

Prestation n°1.2 : APD

- 70% (soixante dix pour cent) à la remise de l'APD
- 30% (trente pour cent) à l'approbation du APD

Prestations n° 1.3 : PRO

- 70% (soixante dix pour cent) à la remise du PRO
- 30% (trente pour cent) à l'approbation du PRO

Prestations n° 1.4 : CSSI

- 40% (quarante pour cent) à l'établissement du cahier des charges fonctionnel SSI
- 40% (quarante pour cent) suite à la réalisation du dossier technique d'identité SSI définitif
- 20% (vingt pour cent) à l'obtention de l'avis favorable de la commission de sécurité

14.2.1.2. Échéancier pendant l'étape n°2 réalisation des travaux :

Prestations n° 2.1 : études d'exécution et de synthèse

- Proportionnellement à l'avancement des études suivant la liste et le calendrier de production des plans

Prestations n° 2.2 : coordination et pilotage des travaux

- 80 % (quatre-vingt pour cent), proportionnellement à l'avancement des travaux
- 20% (vingt pour cent) à la remise du décompte général des travaux

Prestations n° 2.3 : travaux

- Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des travaux exécutés jusqu'à achèvement de l'ouvrage.

Prestations n° 2.4 : assistance aux opérations de réception

- 40% (quarante pour cent) à la remise du DOE, DIUO et DME
- 40% (quarante pour cent) à la réception
- 20% (vingt pour cent) dans le cadre de l'établissement du décompte général.

14.2.1.3. Échéancier pendant l'étape n°3 entretien maintenance

Prestations d'exploitation maintenance (P2)

La redevance P2 est le prix global et forfaitaire des prestations de surveillance conduite, petit entretien, réputées nécessaires pour assurer le chauffage des locaux, le traitement d'eau des réseaux de chauffage, la production d'eau chaude sanitaire (ECS), le traitement d'ECS et les opérations de prévention de légionellose.

Le paiement de la prestation s'effectue par trimestre à termes échus, représentant chacun, le 1/4 du montant global annuel de la prestation. Le décompte de l'année sera effectué sur le dernier paiement de la saison de chauffe. Pour avoir un calage sur les trimestres de l'année civile, il est possible que le 1^{er} et dernier paiement ne représente pas un trimestre entier. Cette singularité dans la facturation sera calée dans l'exécution du contrat.

14.2.2. FORME DANS LES PRIX

Les prix du marché de conception-réalisation sont forfaitaires et révisables.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois indiqué sur la page de garde l'acte d'engagement.

Les prix du marché seront révisés chaque mois avec les coefficients ci-dessous en fonction de la nature des prestations (prestations intellectuelles ou travaux). Dans ces formules :

0,15 = terme fixe

0,85 = coefficient multiplicateur fixe

Numérateur (d-6) = valeur du mois de début d'exécution de la prestation moins 6 mois,

Dénominateur (0-6) = valeur du mois zéro indiqué sur la page de garde de l'acte d'engagement moins 6 mois.

14.2.2.1. Éléments de prestations relatifs à la prestation intellectuelle (prestations 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 2.1, 2.2 et 2.4)

$$C = 0,15 + 0,85 I_{d-6} / I_{0-6} \quad \text{avec } I = \text{Indice de l'ingénierie}$$

14.2.2.2. Montant des travaux (prestation 2.3)

$$C = 0,15 + 0,85 BT01_{d-6} / BT01_{0-6} \quad \text{avec } BT01 = \text{Indice tout corps d'état.}$$

La publication de référence est le Journal Officiel de la République Française.

Le coefficient de révision issu de l'application de ces formules est arrondi au millième supérieur.

Les formules ci-dessus s'appliquent aux prix annoncés dans les pièces :

- NE-01 : Synthèse économie de projet
- NE-02 : La décomposition du prix global et forfaitaire des travaux,

14.2.2.3. Exploitation-maintenance (P2)

Le poste P2 est révisé annuellement au 1^{er} janvier par la formule suivante :

$$P2 = P2o \left(0,15 + 0,85 \frac{ICHT - IME}{ICHT - IME_0} \right)$$

Formule dans laquelle :

- **P2 :** est le nouveau prix révisé
- **P2o :** est le prix de règlement des prestations en valeur marché
- **ICHT-IME :** est la moyenne prorata temporis sur l'exercice écoulé, de l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques publié au BOCCRF (base 100 en décembre 2008)
- **ICHT-IME₀ :** est la valeur de l'indice précédent connu à la date de remise des prix du marché.

14.2.2.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du paiement pour solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

14.2.2.5. Délai de paiement

Modalités générales

Les sommes dues au Titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de **cinquante (50) jours** à compter de la réception de la situation par le MO.

Point de départ du délai de paiement :

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour les acomptes dus au Titulaire et les paiements dus aux sous-traitants à paiement direct, la date de réception par le MO des projets de décompte et des pièces annexées, qui doivent lui être adressés par tous moyens permettant d'attester une date certaine de leur réception.

Le point de départ du délai de paiement du sous-traitant correspond à la date certaine de réception de sa demande par le MO.

- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (Maître d'Ouvrage et Titulaire).

Cette date d'acceptation qui doit impérativement être mentionnée sur le décompte général par la partie qui en est le dernier signataire correspond à la date de sa notification.

Le Titulaire doit, au plus tard dans les 45 jours à compter de la notification du décompte général, le transmettre revêtu de sa signature au MO par tous moyens permettant d'attester une date certaine à son envoi.

A défaut de toute transmission au MO, du décompte général revêtu de sa signature ou des motifs de refus de sa signature dans ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté le

décompte général, la date d'acceptation correspondant alors au 1^{er} jour suivant le terme de ce délai.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le pouvoir adjudicateur, c'est-à-dire à la date d'émission de l'ordre de payer.

Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à 36 du CCP.

Par dérogation à l'article 53.2 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut pas interrompre les travaux pour retard de paiement.

14.2.2.6. Décompte Général

Sans remettre en cause la portée du Décompte Général, il est totalement dérogé aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux pour l'établissement de ces décomptes.

Le décompte général définitif ne peut l'être qu'après une notification expresse du pouvoir adjudicateur. Le décompte général sera établi à la fin du contrat, soit après la période d'exploitation maintenance.

Pour intégrer la notion du marché global tout en préservant un nécessaire point d'étape après la réception des travaux, l'établissement du Décompte Général suit la chronologie suivante :

Etapes	Temporalité
Décompte Partiel Définitif	Après la Garantie de Parfait Achèvement
Décompte final	Après la réalisation et la réception de l'ensemble des prestations dues au titre du contrat.
Décompte Général	Après validation du Décompte Final

Par ailleurs, par dérogation au CCAG, la maître d'ouvrage se substitue au maître d'œuvre pour l'établissement de ces décomptes.

Décompte Partiel :

A la plus tardive des deux dates entre la levée de la dernière réserve et la fin de la garantie de parfait achèvement, le Titulaire transmet au Maître d'Ouvrage un Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) qui récapitule le montant global des Etudes et Travaux.

En toute hypothèse, le Titulaire ne pourra demander aucune rémunération au-delà du prix des Etudes et Travaux. Dans le Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET), le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées au titre des Etudes et Travaux, sous peine de les voir abandonnées.

En cas de retard dans la transmission du Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) par le Titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'Ouvrage établit d'office le Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) aux frais du Titulaire.

Le Titulaire est lié par les éléments figurant au Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) et ne pourra formuler ultérieurement aucune nouvelle demande relative à la Période d'Études et de Travaux.

Le Maître d'Ouvrage accepte ou rectifie le Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le Décompte Etudes et Travaux (DET).

En cas de rectification du Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET), le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage établit le Décompte Partiel (DP) qui comprend :

- le Décompte Etudes et Travaux (DET) ;
- l'état du solde du Prix des Etudes et des Travaux ;
- la récapitulation des acomptes et du solde du Prix des Etudes et des Travaux.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Titulaire le Décompte Partiel (DP) au plus tard soixante jours après la date de remise du Projet de Décompte Etudes et Travaux (PDET) par le Titulaire ;

Si le Maître d'Ouvrage ne notifie pas au Titulaire, dans le délai stipulé ci-dessus, le Décompte Partiel signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au Titulaire du Décompte Partiel (DP) signé par le Maître d'Ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le Titulaire à rechercher un règlement du litige, selon les stipulations du CCAP

A compter de la notification du Décompte Partiel (DP), le Titulaire dispose d'un délai de trente jours pour l'accepter ou le refuser. Si la signature Décompte Partiel (DP) est donnée sans réserve par le titulaire, ou si le Titulaire ne s'y oppose pas de manière express et motivée dans ce délai de trente jours, le Titulaire est présumé avoir irrévocablement accepté le Décompte Partiel (DP) qui devient le Décompte Partiel et Définitif (DPD) du marché.

Le refus du Titulaire est nécessairement motivé par un mémoire en réclamation détaillé et justifié remis dans ce même délai de 30 jours à compter de la notification du Décompte Partiel (DP). Le Maître d'Ouvrage accepte ou refuse les réclamations dans un délai de trente jours à compter de leur réception. L'absence d'acceptation expresse des réclamations ou le silence gardé par le Maître d'Ouvrage valent refus.

En cas de persistance de désaccord sur le Décompte Partiel (DP), le Titulaire peut rechercher un règlement du litige, selon les stipulations du CCAP.

A compter de la date d'acceptation expresse ou implicite du Décompte Partiel (DP) par le Titulaire, ce document ouvre droit à paiement du solde du Prix des Études et des Travaux. En cas de réclamation du Titulaire sur le Décompte Partiel (DP), le Maître d'Ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

Ce Décompte Partiel et Définitif (DPD) lie définitivement les parties et éteint tout recours du Titulaire au titre des prestations d'études et travaux, sauf en ce qui concerne :

- les montants des révisions de prix et des intérêts moratoires afférents au solde des Etudes et Travaux ;
- les défauts de conception, les malfaçons, les non conformités ou de tout autres manquements commis par le Titulaire lors de la Période d'Études et de Travaux dès lors que les performances prévues par le présent Contrat ne seraient pas atteintes à la réception ou en phase exploitation maintenance.

Décompte Final :

Après l'achèvement de l'ensemble des prestations, le Titulaire établit le Projet de Décompte Final (PDF), concurremment avec le projet de décompte trimestriel afférent au dernier mois d'exécution des prestations d'exploitation maintenance ou à la place de ce dernier.

Ce Projet de Décompte Final (PDF) est la demande de paiement finale du Titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Il est entendu que le Titulaire doit intégrer les sommes du Décompte Partiel et Définitif (DPD) ou, en l'absence de Décompte Partiel et Définitif (DPD), doit réitérer l'ensemble des réserves et réclamations formulées au titre de la phase Études et Travaux sous peine de les voir abandonnées. En l'absence Décompte Partiel et Définitif (DPD), le Maître d'Ouvrage règle les sommes qu'il a admises au titre de la phase Études et Travaux.

Le Projet de Décompte Final (PDF) est établi à partir des prix initiaux du marché, comme les projets de décomptes.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au Projet de Décompte Final (PDF) et doit récapituler les réserves qu'il a émises et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées.

Le Titulaire transmet son Projet de Décompte Final (PDF), au représentant du pouvoir adjudicateur, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans un délai de trente jours à compter de la date contractuelle de fin des prestations de la phase Exploitation-Maintenance.

Le Maître d'Ouvrage accepte ou rectifie le Projet de Décompte Final (PDF) établi par le Titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le Décompte Final (DF).

En cas de rectification du Projet de Décompte Final (PDF), le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le Maître d'Ouvrage.

En cas de retard dans la transmission du Projet de Décompte Final (PDF) et après mise en demeure restée sans effet, le Maître d'Ouvrage établit d'office le Décompte Final (DF) aux frais du Titulaire. Ce Décompte Final (DF) est alors notifié au Titulaire avec le Décompte général tel que défini ci-après.

Décompte Général :

Le Maître d'Ouvrage établit le Décompte Général (DG) qui comprend :

- le Décompte Final (DF) ;
- l'état du solde ;
- la récapitulation des acomptes et du solde.

Le Maître d’Ouvrage notifie au Titulaire le Décompte Général (DG) au plus tard soixante jours après la date de remise du Projet de Décompte Final (PDF) par le Titulaire.

Si le Maître d’Ouvrage ne notifie pas au Titulaire, dans le délai stipulé ci-dessus, le Décompte Général (DG) signé, celui-ci lui adresse une mise en demeure d’y procéder. L’absence de notification au Titulaire du Décompte Général (DG) signé par le Maître d’Ouvrage, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le Titulaire à rechercher un règlement du litige, selon les stipulations de l’article 30 du Contrat.

A compter de la notification du Décompte Général (DG), le Titulaire dispose d’un délai de trente jours pour l’accepter ou le refuser. Si la signature du Décompte Général (DG) est donnée sans réserve par le titulaire, ou si le Titulaire ne s’y oppose pas de manière express et motivée dans ce délai de trente jours, le Titulaire est présumé avoir irrévocablement accepté le Décompte Général (DG) qui devient le Décompte Général et Définitif (DGD) du marché.

Le refus du Titulaire est nécessairement motivé par un mémoire en réclamation détaillé et justifié remis dans ce même délai de 30 jours à compter de la notification du Décompte Général (DG). Le Maître d’Ouvrage accepte ou refuse les réclamations dans un délai de trente jours à compter de leur réception. L’absence d’acceptation expresse des réclamations ou le silence gardé par le maître d’ouvrage valent refus.

En cas de persistance de désaccord sur le Décompte Général (DG), le Titulaire peut rechercher un règlement du litige, selon les stipulations de l’article 30 du Contrat.

A compter de la date d’acceptation du Décompte Général (DG) par le Titulaire, devenu alors Décompte Général Définitif (DGD), ce document ouvre droit à paiement du solde. En cas de réclamation du Titulaire sur le Décompte Général (DG), le Maître d’Ouvrage règle les sommes qu’il a admises.

Ce Décompte Général et Définitif (DGD) lie définitivement les parties.

15. SOUS-TRAITANCE

15.1. REGIME GENERAL

Il est fait application du Code de la commande publique et de l’article 3.6 du CCAG Travaux.

La présentation d’un sous-traitant à l’acceptation du Maître d’Ouvrage peut intervenir :

- Soit au moment de la remise de l’offre, auquel cas, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant (ou de l’un des sous-traitants proposés si plusieurs l’ont été pour une même prestation sous-traitée) et agrément des conditions de paiement,
- Soit après la passation du marché par acte spécial visé par le Maître d’Ouvrage ou avenant.

Dans le cas de la sous-traitance de rang 1 (sous-traitance directe), le Titulaire remettra au Maître d’Ouvrage la demande d’agrément de sous-traitant (dit acte spécial ou formulaire DC4) en recommandé avec accusé de réception afin de donner date certaine à la demande.

Le dossier de demande sera constitué de :

- L’acte spécial (formulaire DC4) signé du Titulaire, accompagné d’un RIB

- Les références et qualifications le cas échéant permettant au Maître d’Ouvrage d’apprécier la capacité professionnelle et financière du sous-traitant
- Les assurances de responsabilité civile en cours de validité

En application de l’article 3.6.2.2 du CCAG Travaux, les sous-traitants de rang 2 et supérieurs (sous-traitants indirects) feront donc l’objet d’une déclaration d’acceptation et d’agrément de sous-traitant.

Ils seront ainsi portés à la connaissance du Maître d’Ouvrage et du CSPS afin de réaliser l’inspection commune et de produire leur PPSPS.

Le Titulaire doit établir dans tous les cas que la cession ou le nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant en produisant soit l’exemplaire unique du marché qui lui a été délivré, soit une attestation du comptable assignataire de la dépense.

Pour l’établissement de la nature des prestations sous-traitées, le Titulaire se réfère obligatoirement, strictement et uniquement aux postes de la décomposition du prix global forfaitaire.

15.2. MODALITES DE PAIEMENT DIRECT

Pour les sous-traitants directs (de rang 1) d’un Entrepreneur du groupement, l’acceptation de la somme à payer à chacun d’entre eux fait l’objet d’une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte, signé par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d’Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d’une éventuelle actualisation de prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n’est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l’attestation.

Dans le cas où le Titulaire n’aurait, dans le délai de 15 jours suivant la réception du projet de décompte du sous-traitant, ni opposé un refus motivé, ni transmis celui-ci au Maître d’Ouvrage, le sous-traitant envoie directement au Maître d’Ouvrage sa demande de paiement par lettre recommandée avec avis de réception postal ou la lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet.

Le Maître d’Ouvrage met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui apporter la preuve, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu’il a opposé un refus motivé à son sous-traitant. Dès réception de l’avis, il informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l’expiration de ce délai, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d’apporter cette preuve, le Maître d’Ouvrage paie les sommes dues au sous-traitant.

16. CESSIION OU NANTISSEMENT

Le mandataire, les cotraitants et sous-traitants du présent marché peuvent céder ou nantir les créances résultant du marché

Cependant, l’attention du Titulaire est attirée sur le fait qu’une cession ou un nantissement de créance fait obstacle à la désignation d’un sous-traitant en cours de marché si le montant non cédé et non nanti

est inférieur au montant des prestations à sous-traiter et si ce dernier excède le seuil de paiement direct (600 euros TTC).

17. RETENUE DE GARANTIE ET SURETE

17.1. STIPULATIONS COMMUNES

Dans le cas de mise en garantie bancaire, le Maître d'Ouvrage peut faire appel à ces garanties mentionnées ci-dessous en cas de manquement par le Titulaire à ses obligations essentielles au titre du Contrat.

Ni l'existence ni l'appel des garanties ne limitent le recours du Maître d'Ouvrage à l'égard du Titulaire au cas où les montants des garanties s'avéreraient insuffisants pour couvrir les sommes dues par le Titulaire.

17.2. RETENUE DE GARANTIE

Une **retenue de garantie de 5 %** (hors prestation P2 et P3) du montant études et travaux du marché est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements

Elle peut être remplacée au gré du Titulaire par une garantie à première demande.

Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés si l'administration contractante n'a pas, avant l'expiration du délai de garantie, notifiée par lettre recommandée au contractant ou à l'établissement selon le cas, que le marché n'a pas été correctement exécuté.

En l'absence de cette notification, le remboursement de la retenue de garantie intervient dans le mois qui suit l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où cette notification aurait été effectuée, il ne peut être mis fin à l'engagement de l'établissement que par mainlevée délivrée par l'administration contractante.

17.3. GARANTIE POUR L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

Sans objet

17.4. AVANCE FORFAITAIRE

17.4.1. AVANCE ET CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT

Une avance est accordée au Titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution études et travaux est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial de la part conception-réalisation, toutes taxes comprises, du marché si la durée de la conception réalisation est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acompte ou de solde.

17.4.2. GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE

Le versement de cette avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande d'un montant équivalent à ladite avance

18. GARANTIES

Les dispositions générales en matière de garantie sont définies par le CCAG Travaux, et notamment son article 44.

18.1. DELAI DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le délai de garantie de parfait achèvement de l'ensemble des travaux est, sauf prolongation, d'un an (1 an) à compter de la date de prise d'effet de la réception.

Pendant ce délai de garantie, indépendamment des autres obligations prévues dans le présent marché, le Titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement » au titre de laquelle il doit :

- Exécuter le cas échéant les épreuves définies à l'article 41.4 du CCAG Travaux,
- Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCAP,
- Exécuter les prestations prévues au marché mais non réalisées antérieurement à l'achèvement des travaux définies à l'article 41.5 du CCAG Travaux,
- Remédier aux imperfections et malfaçons définies à l'article 41.6 du CCAG Travaux,
- Remédier à tous les désordres signalés par le Maître d'Ouvrage ou son représentant de telle sorte que l'ouvrage et les équipements soient conformes à l'état où ils étaient lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celles –ci.

18.2. GARANTIE MINIMALE DE BON FONCTIONNEMENT

En application des principes dont s'inspire l'article 1792-3 du Code civil, le Titulaire est débiteur d'une garantie minimale de deux ans (2 ans) portant sur des éléments d'équipement assimilables à des éléments d'équipement de bâtiment.

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installations. Cette garantie engage le Titulaire pendant un délai de deux ans (2 ans) à partir de la date d'effet de la réception des travaux, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Ouvrage, toutes les réparations qui s'avèreraient nécessaires, et à remplacer gratuitement toute pièce défectueuse dans le délai fixé par le Maître d'Ouvrage à compter de sa demande, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, à des conditions d'exécution, ou à une erreur de conception des ouvrages, lorsque celle-ci a été conçue par le Titulaire. Le Titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

19. ASSURANCES – RESPONSABILITES

19.1. GÉNÉRALITÉS

D'une manière générale, il est rappelé que la responsabilité du Titulaire à l'égard du Maître d'Ouvrage s'entend aussi bien en tant que concepteur, que constructeur et réalisateur de la totalité des ouvrages et installations. Il est fait application des dispositions édictées à l'article 8 du CCAG Travaux avec les précisions suivantes.

19.2. ASSURANCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage souscrira une police Dommage Ouvrage (DO) en vertu de l'article L 242-1 du code des assurances, ainsi qu'une assurance Tous Risque Chantier.

19.3. ASSURANCES DU TITULAIRE

19.3.1. GÉNÉRALITÉS

Les dispositions de l'ensemble de la présente clause ne représentent que la couverture considérée comme minimale par le Maître d'Ouvrage.

En tout état de cause, et malgré la preuve qui lui est demandée de faire quant à l'existence des polices d'assurance et avenants nécessaires, ainsi qu'au paiement régulier des primes afférentes, le Titulaire ne pourra en aucune manière, invoquer une insuffisance de couverture d'assurance, ou encore les franchises ou les exclusions prévues par ces polices et avenants, ou plus généralement une exception de garantie qui pourrait lui être opposée par l'assureur à l'occasion d'un sinistre, pour prétendre à quelque atténuation que ce soit de ses responsabilités à raison de son marché.

Le Titulaire s'oblige à vérifier qu'il satisfait bien aux conditions exigées, par ses polices d'assurance et

avenants, pour bénéficier d'une garantie d'assurance compatible avec les prestations intellectuelles et les travaux qu'il est engagé à réaliser, tant du point de vue de leur nature que de leur montant.

D'une façon générale, le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes applicables aux prestations objets du présent marché et ce, à tout moment.

A ce titre, le Titulaire répond notamment des responsabilités et garanties édictées par les articles 1240 et suivants 1792, 1792-2, 1792-3, 1792-6 du Code civil et des risques mis à leur charge par l'article 1788 du même Code.

Les fabricants soumis à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 sont, quant à eux, tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances, ainsi que de celles de ses sous-traitants et fabricants.

Il est précisé que dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, au début de chaque année civile, avant réception et au solde des comptes, le Titulaire en la personne de chaque cotraitant et ses sous-traitants doivent justifier qu'ils sont Titulaires des polices d'assurances mentionnées ci-après.

De même, aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune main levée de caution ne pourra avoir lieu tant que les attestations d'assurances afférentes aux polices mentionnées ci-après n'auront pas été fournies.

Le Titulaire s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage contre tout recours au cas où sa responsabilité serait recherchée à l'occasion et du chef de l'exécution des travaux.

19.3.2. ASSURANCE DE RESPONSABILITES CIVILE GENERALE

Le Titulaire, mandataire et cotraitants, et, le cas échéant, leurs sous-traitants doivent être garantis par une police d'assurances destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés aux clients, aux préposés et aux tiers, y compris le Maître d'Ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Ce contrat devra couvrir :

→ sa **Responsabilité Civile délictuelle et quasi-délictuelle**, telle qu'elle découle des articles 1240 et suivants du Code Civil, au titre des dommages de toute nature causés aux tiers, notamment :

- du fait de son activité sur le chantier (par le personnel salarié en activité de travail, par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation), avec extension aux risques incendie et dégâts des eaux,
- du fait des travaux avant réception,
- du fait des travaux qui lui sont confiés, pouvant atteindre les tiers, les existants et les avoisinants,
- résultant d'un événement engageant sa responsabilité après réception.

→ sa **Responsabilité Civile contractuelle**, telle qu'elle découle des articles 1231-1, 1641 et suivants du Code Civil, ainsi que de la loi de 1898 concernant la responsabilité dans les accidents de travail, au titre des dommages de toute nature causés aux préposés et aux clients.

L'attestation à fournir devra préciser, par catégories de dommages, le montant des garanties accordées, et celui des franchises prévues pour chaque garantie.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger du Titulaire une augmentation du plafond des garanties dans le cas où il serait amené à considérer, que les montants assurés sont insuffisants.

Les polices doivent apporter les minimums de garantie définis ci-après :

En RC pendant travaux :

- dommages corporels : 5 000 000.00 € par sinistre,
- dommages matériels : 762 245.00 € par sinistre,
- dommages matériels et immatériels après réception : 762 245.00 € par sinistre et par année.

Les Titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions. Ils doivent adresser ces attestations au Maître d'Ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission selon les modalités de l'article 4.12 du présent CCAP. Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, les Titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

19.3.3. ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE ET DES RISQUES ANNEXES

Le Titulaire déclare être Titulaire de garanties couvrant :

- sa responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1 et suivants et 1792-4-1 du Code civil, conformément à l'article L 241-1 du Code des Assurances, et aux Clauses Types prévues à l'Annexe 1, à l'article A 241-1 de l'Arrêté du 17 novembre 1978 modifié par l'Arrêté du 27 décembre 1982,
- les risques d'effondrement avant réception,
- la garantie de bon fonctionnement minimale de deux (2) ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code civil,
- les dommages immatériels consécutifs aux risques précédents

Cette police devra couvrir toutes les prestations (prestations intellectuelles et travaux) exécutés par le Titulaire.

Elle devra comporter une renonciation à la règle proportionnelle de capitaux.

Les travaux ou prestations n'entrant pas dans le cadre de la garantie de police de base devront être couverts par un avenant propre aux travaux considérés. Les frais en résultant seront à la charge du Titulaire.

En outre, la garantie de base de cette police devra couvrir le coût total définitif de la construction, honoraires et taxes compris.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat d'assurance collectif (Police Complémentaire de Groupe) pour le compte du Titulaire, de ses cotraitants et sous-traitants. Dans ce cas, le montant de la prime sera déduit du montant du marché.

Les fabricants soumis à la Loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront, quant à eux, avoir souscrit une police

d'assurances couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

19.3.4. ASSURANCE DES EQUIPEMENTS

Le Titulaire devra également être assuré contre :

- les dommages causés par ses véhicules ou ceux loués qu'il utilise pour l'exécution du marché (sur voies publiques ou en propriétés privées), conformément aux dispositions légales en vigueur, et notamment la loi du 5 juillet 1985, ainsi que l'article L 211-1 du Code des assurances;
- les dommages causés par ses engins de chantier ou ceux loués, fixes ou mobiles, qu'il utilise pour la réalisation des travaux ;

Par ailleurs, le Titulaire fera sa propre affaire de l'assurance de son matériel d'entreprise, qu'il en soit propriétaire ou locataire. Il s'engage à renoncer à tous recours contre le Maître d'Ouvrage et l'AMO et à obtenir une renonciation à recours identique à l'assureur de ce matériel.

19.3.5. ASSURANCE DES APPROVISIONNEMENTS

Il est rappelé que les approvisionnements doivent être couverts par une assurance les garantissant contre tous les risques (entre autres, vol, incendie, dégradations, etc.).

19.3.6. ASSURANCE DE LA BASE DE VIE

Le Titulaire assurera, à ces frais, les bureaux de chantier, locaux et ouvrages connexes (installations provisoires).

Cette assurance devra garantir :

- les risques habituels : incendie, dégâts des eaux, vol, etc....,
- le risque d'arrêt de chantier qui résulterait de la destruction des dossiers stockés dans ses bureaux,
- la perte d'exploitation qui résulterait de cette destruction pour les différents intervenants, y compris le Maître d'Ouvrage.

20. PROCEDURE CONTENTIEUSE – ARBITRAGE

Avant tout recours contentieux devant une juridiction, les parties au contrat s'efforceront de trouver une issue amiable à leurs éventuels différends par le biais d'une transaction. Un protocole transactionnel sera rédigé par les services du pouvoir adjudicateur après concertation avec le Titulaire. Les parties disposent d'un délai de six mois pour régler leurs différends.

Dans le cas où la transaction échouerait à l'issue du délai imparti, tout litige afférent à la présente consultation relèvera de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Lyon.

En cas de contentieux, il pourra être fait appel au comité consultatif de règlement amiable, conformément à l'article 55.2 du CCAG Travaux.

L'article 55.3.2 du CCAG Travaux est complété de la manière suivante :

« Le délai de six mois est également suspendu si, après accord entre les parties, celles-ci ont convenu de recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre III du Code de procédure civile (2^e partie). Les frais d'expertise et d'arbitrage exposés par ce recours sont partagés par moitié, entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire ».

21. RESILIATION DU MARCHE

Les articles 49 à 53 du CCAG Travaux s'appliquent.

Le marché pourra être résilié pour faute aux frais et risques dans les conditions de l'article 52 du CCAG Travaux en cas de non-obtention des autorisations administratives du fait du Titulaire ou de rejet des études d'APD ou du Projet pour faute du titulaire.

Outre les cas et les conditions de résiliation du Contrat définis au CCAG Travaux, en cas d'inexactitude des documents et renseignements visés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, le contrat sera résilié aux torts du Titulaire sans indemnité.

Le Maître d'Ouvrage sera propriétaire de tous les documents achevés ou en cours relatifs à l'installation à réaliser par le Titulaire et ses sous-traitants, aux termes du présent marché à la date de suspension ou résiliation et pourra utiliser librement lesdits documents et les connaissances qu'ils comprennent. Le Titulaire s'engage donc à remettre au Maître d'Ouvrage sur simple demande faite par lettre recommandée avec accusé de réception, tous les documents en sa possession ou en celle de ses sous-traitants, achevés ou en cours, relatifs à la conception, construction et mise en service de l'installation.

Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, dans le cas d'une résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de :

1. De 5% du montant des prestations non réalisées d'études restant à effectuer dans le cadre du marché (hors TVA et non révisé), si aucun OS travaux n'a été émis ou en l'absence de démarrage des travaux, dans la limite de 10 000 € HT
2. De 2% du montant des prestations non réalisées de travaux restant à effectuer dans le cadre du marché (hors TVA et non révisé), après démarrage des travaux, dans la limite de 20 000 € HT

22. CLAUSES DE REEXAMEN

22.1. GENERALITES

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra mettre en œuvre en cours d'exécution du marché les modifications prévues au présent contrat.

22.2. MARCHE DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le pouvoir adjudicateur conserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics ayant pour objet la réalisation de prestations similaires au présent marché, en vertu de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

23. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Maître d'Ouvrage peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations. Il a le droit de reproduire, c'est-à-dire de fabriquer ou faire fabriquer, des objets, matériels ou constructions conformes aux résultats des prestations ou à des éléments de ces résultats. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché. Il peut librement publier les résultats des prestations ; cette publication doit mentionner le Titulaire.

Le Titulaire ne peut faire aucun usage commercial des résultats des prestations sans l'accord préalable du Maître d'Ouvrage. Il ne peut communiquer les résultats des prestations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation du pouvoir adjudicateur. La publication des résultats par le Titulaire doit recevoir l'accord préalable du Maître d'Ouvrage ; sauf stipulation contraire de cet accord, la publication doit mentionner que l'étude a été financée par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes ou du savoir-faire. Le Titulaire est tenu de communiquer au Maître d'Ouvrage, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non à dépôt de brevet.

Le Maître d'Ouvrage s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés au Maître d'Ouvrage pour l'utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire garantit le Maître d'Ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie est toutefois limitée au montant hors T.V.A. du marché.

De son côté, le Maître d'Ouvrage garantit le Titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le Titulaire ou le Maître d'Ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

23.1. DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES A LA MAQUETTE BIM – DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE ET DROITS DE TOUTES AUTRES NATURES RELATIFS AUX RESULTATS - RESPONSABILITE

Au titre de ses obligations contractuelles et pendant la durée du marché, **dans le cas de l'élaboration des études en BIM**, le groupement est tenu de livrer une maquette numérique de type BIM (*building information modeling*) et de mettre à jour ladite maquette lorsque des travaux intervenus pendant la phase d'exploitation et de maintenance sont rendus nécessaires (et compris la mise à jour du dossier d'exploitation et maintenance).

En complément de l'article 48 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché cède, à titre exclusif et de façon permanente, l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats permettant au maître d'ouvrage de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, pour les destinations précisées dans les documents particuliers du marché. Le maître d'ouvrage bénéficiaire de la cession concède à titre non exclusif certains droits d'exploitation au bénéfice du titulaire du marché pendant sa durée et notamment pour les opérations de mise à jour.

Il est entendu au titre des droits cédés au sens de l'article L. 131-3 du code de la propriété :

- Les droits d'auteur sur l'œuvre de collaboration ou l'œuvre collective ;
- Le droit de propriété sur la base de données
- Le droit de propriété sur les dessins, modèles...

Le BIM manager, désigné par le titulaire, est responsable de la gestion de la maquette numérique pendant la durée du marché. A ce titre, il sera responsable en cas de problèmes portant sur :

- la réalisation de la maquette : il est le seul interlocuteur du maître d'ouvrage sur la mission de transmission et coordination des données des intervenants au projet ; il se tiendra à disposition du maître d'ouvrage pour des réunions de suivi de la maquette telles qu'organisées dans le cadre de la coordination des relations entre le maître de l'ouvrage et le titulaire ;
- le pilotage de la maquette : il organise des réunions de coordination et de suivi avec les différents intervenants tel que décrit dans le plan de déploiement du BIM ; il fixe un planning de fourniture de données à tous les intervenants et une durée pour lui produire ;
- les mises à jour de la maquette pendant la durée du marché ;
- la conformité de la maquette numérique en vertu des documents contractuels et des règles de l'art. Il sera responsable en cas de dysfonctionnement de la maquette pendant une durée de deux ans après l'expiration du marché. Pendant cette durée, il s'engage à corriger les anomalies de fonctionnement de la maquette cédée sans surcoût.



24. DEROGATION AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières déroge aux articles suivants du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux suivants :

Articles du Cahier des Clauses Administratives Particulières	Articles du Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux auxquels il est dérogé
1.9	3.8 et 13.6
2	4.1
3.1	18.1.1
3.3	18.2.3
4.1	19.2.2 et 19.2.4
4.4 et 4.5	19.2.3
4.10	31.4.4 et 52.1
4.20	19.2.1 et 19.2.2
7.7	29.1.3 et 29.1.5
13.3	41.1.3
14.2.2.5	53.2
14.2.2.6	12.3 et 12.4
21	50.4